

le monde **libertaire**

Chantier social: la dernière tranche



**Assurance-maladie
le pillage**

**Décroissance
la rigolade**

**Nucléaire
ça irradie**

**Lucien Léger
une vie volée**

M 02137 - 1366 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

*« Quand la morale fout le camp...
le fric cavale derrière »
Jacques Prevert*

hebdo n° 1366

du 9 au 15 septembre 2004

Sommaire

Douce comme un bonbon Haribo, **l'autruche** ouvre son bec, page 5

La rédaction de **France Soir** drague un repreneur, par Sitting Bull, page 5

Nucléaire: réaction sous pression des politicards normands, page 6

Assurance maladie, ceux qui puisent dans le trou, page 7

Les transes du pape ont mauvais **genre**, par fred, page 10

Quarante ans de **taule**, quel crime abominable, par A. Sulfide, page 11

Surréalistes, la bande n'est pas encore morte, par M-D. Massoni, page 13

Pérou: enfants mendiants hors la loi ou travailleurs protégés, page 17

Russie, après le socialisme réellement inexistant, la refondation maffieuse, par C. Reeve, page 18

Révolution espagnole, un **cinéma** à re-découvrir, par W. Rosell, page 20

Colo libertaire, proche de la crise de croissance? page 21

Agenda anarchiste et **Radio libertaire**, page 22

Vie du **mouvement**, page 23



Directeur de publication: Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Photos et illustrations de ce numéro:
droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	☐ 20	☐ 32	☐ 27
6 mois 25 n ^{os}	☐ 38	☐ 61	☐ 46
1 an 45 n ^{os}	☐ 61	☐ 99	☐ 77
Abonnement de soutien	☐ 76		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage
(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____

☐ Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐ Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59



Raffarin droit dans les bottes

Delgranados

LA MACHINE A FABRIQUER des clandestins a montré cet été que sa capacité de nuisance était restée intacte.

Le harcèlement judiciaire dont a été victime Cesare Battisti ne pouvait que générer sa fuite et ses corollaires: criminalisation de son innocence et insécurité, non seulement pour lui même, mais aussi pour tous les réfugiés italiens qui croyaient que depuis plusieurs années l'État français était capable d'assurer leur sécurité. Peu importe qu'il soit resté en France ou parti à l'étranger: cette préoccupation journalistique reste sans intérêt. Ce qui compte malheureusement, c'est la manière dont certains naïfs qui n'avaient, il est vrai, guère le choix, pouvaient percevoir la France comme un sanctuaire.

Triste réalité. Il n'est qu'à regarder Sarkozy ou Juppé la tête d'ampoule, pour se rassurer. Au bout du compte, l'État ne se soucie de l'afflux d'étrangers pour faire bonne mesure dans les discours et abreuver les entreprises de main d'œuvre soumise et bon marché. Trop nombreux pour les démagogues et pas assez pour les économistes, les flux migratoires, comme ils disent, sont désormais plus que jamais un enjeu pour entretenir la peur et surtout le chiffre d'affaires.

Pour passer du coq à l'âne et faire court, il n'est pas nécessaire de sortir de l'ENA pour se rendre compte bien vite que les querelles de ces gens qui n'ont que ça à faire, n'ont qu'une finalité: savoir lequel des deux va prendre le pouvoir et comment. Celui qui nous démontre la différence profonde entre UMP et UDF, a gagné la reconnaissance éternelle des enseignants de Sciences-Pô (de chambre).

Bon, soyons sérieux, cette rentrée est pleine de promesses. On va se régaler de l'offensive contre les trente-cinq heures et comme le pleurniche cette bonne vieille ordure de Baron Seillière: « on n'a rien eu, nous! » Les travailleurs eux mesurent largement les rancunes et les fantasmagiques frustrations en carton pâte de ce patronat arrogant et jusqu'à présent impuni. Ils y ont eu droit, eux: délocalisations, chantage à l'emploi, fermetures de site. Ces bons vieux tauliers se croient investis depuis quelques temps de tous les droits et de tous les pouvoirs sous prétexte de rentabilité et de soif de revanche. V'la t'y que les patrons peuvent être pris en otages par les salariés. On se croirait presque en Irak.

APRÈS LE GRAND COUAC de l'action gouvernementale durant l'été 2003 et son incurie dans la gestion de la crise liée à la canicule, 15 000 morts à son actif, Raffarin a mis tout en œuvre pour le bon peuple ou tout au moins lui a laissé supposer qu'il en était ainsi. Les vacances 2004 ne seront pas la vacance de l'État.

Les « seniors » ont eu leur brumisateur (bannir vieux dans la novlangue). Les ministres étaient présents à moins d'une heure d'avion de Paris (Raffarin s'est éclipsé au sud du Portugal mais il s'agissait d'une visite d'État!). Chirac est resté sur le territoire national à la Réunion (certains l'ont vu sur l'Île Maurice!). Le plan médiatique a bien fonctionné et hormis le temps qui n'était pas de la partie, le chef du gouvernement n'a aucune raison de s'inquiéter du moral des Français pour cette rentrée.

Raffarin, le chef du clan des giscardiens, pourra poursuivre l'œuvre de son père putatif: il libéralisera. Excellant dans l'art de la privatisation, remarquable pour détricoter le service public avec la décentralisation, sublime pour inscrire le marché dans la santé, il est le fier serviteur des rois du pognon.

Là où Rocard, Juppé, Jospin avaient hésité, lui poursuit son œuvre y compris contre l'avis des siens. Un véritable petit homme d'État.

Ainsi pour la décentralisation, les gaulistes « canal historique » et les extrémistes du centre de l'UDF émettent les plus vives réserves. Faisant fi de ces trublions il contraint le Parlement à adopter sa loi sans débat. Le 49.3 coupe court à tout et sa mère des réformes, selon ses dires, est acquise. Au passage plus de 130 000 fonctionnaires perdent leur statut. Leurs missions sont transférées vers des collectivités qui n'en voulaient pas et qui dès que possible les privatiseront. Le capital y retrouvera ses petits. Ainsi soit-il des voies de l'argent.

Pour les 2 millions de fonctionnaires, il va moderniser, il s'y est engagé. À cette fin, il a recruté un ministre qui tente d'exprimer une idée par jour comme ces jeunes requins en entreprise qui exprime leur servilité au conseil d'administration en construisant les plans sociaux. Dans son cas, les idées viendraient de sa femme, chargée de communication au Medef. Il a déjà conçu la fin de la garantie d'emploi en instituant le CDD dans la fonction publique et il prétend maintenant généraliser la rémunération au mérite.

Au chapitre du service public, après le gouvernement Raffarin, il en restera peu si ce n'est rien. Air France dont la privatisation a été engagée par le ministre communiste Gayssot est entrée ou va entrer en Bourse. La SNECMA est privatisée. Le parlement a voté la privatisation d'EDF-GDF, certains disent avec l'aval de la direction de la CGT! Les aéroports sont sur la même voie et France Télécom est définitivement devenue privée par la volonté du sieur Sarkozy. La Poste va suivre au titre des directives de l'Union européenne. Là aussi, le changement de statut a été engagé sous un gouvernement de gauche. Joli bilan pour les PS, PC, Verts, etc, leur politique a servi les intérêts du capital. Ils peuvent gesticuler aujourd'hui, l'histoire se rappellera qu'ils ont été à la base de la privatisation du service public en France.

Vivendi, Bouygues et consorts souhaitent la privatisation des autoroutes. La manne des péages leur échappe. Qu'ils soient rassurés, ils l'ont pensé, Raffarin le fera. Au passage, s'il peut inclure la mise en place de péages sur l'Île-de-France, ils peuvent compter sur lui, et l'exécutif PS et Verts l'approuvera sous couvert d'une hypothétique limitation du trafic par la censure de l'argent.

Mais il ne suffit pas au capital que le gouvernement lui transfère la propriété en juste retour de son investissement dans les

élections, il doit pouvoir aussi augmenter sa rente. C'est ce que vient d'expliquer le baron Seillère lors de son pince-fesses de rentrée en présence des frères Sarkozy, l'un ministre, l'autre dirigeant du Medef.

Premier objectif: s'affranchir de toute contrainte réglementaire pour exploiter tranquille et, là aussi, le gouvernement lui a déjà déroulé le tapis rouge avec la loi Fillon et la possibilité de se soustraire aux conventions collectives nationales via des accords d'entreprises. Nous en avons connu les premières applications durant l'été, tout au moins dans l'esprit, avec les remises en cause de la RTT dans plusieurs entreprises au titre du risque de délocalisation, la CFDT ayant là encore servi de « messieurs bons offices » pour le patronat.

C'est par cette voie que le Medef a choisi d'attaquer les droits des salariés, car sur le fond il ne s'agit que d'un prétexte. Contrairement aux idées répandues, la limitation du temps de travail à 35 heures par semaine ne concerne pas la majorité des salariés. En effet, dans de nombreux secteurs et entreprises, les employeurs ont la possibilité d'imposer les heures supplémentaires. De plus, aujourd'hui, des millions de salariés subissent le temps partiel et sont en recherche de travail. Par ailleurs, la comparaison du nombre d'heures travaillées par salarié en France au regard de ce qui est pratiqué dans les pays industrialisés, la situe au même niveau que les principaux. Enfin la productivité s'est accrue de manière spectaculaire depuis la mise en place de la loi Aubry, c'était d'ailleurs son objectif principal et les anarchistes l'avaient dénoncée en son temps. En conséquence, les « 35 heures » ne sont pas et n'ont pas été un obstacle à la compétitivité des entreprises, au contraire elles ont été l'occasion d'accroître leur productivité donc le profit pour les actionnaires.

Le gouvernement a commencé à l'entendre, la consultation des « partenaires » sociaux débute, CFDT en tête. Gageons que des aménagements à la réglementation en sortiront et que les exonérations de cotisations sociales consenties par Jospin en son temps pourraient être reconduites voire accrues.

Sur le même terrain, le plan de cohésion sociale du ministre Borloo se traduira par une pérennisation de la précarité. Après les contrats aidés, on ressort l'antienne du partage de l'emploi. Plus personne n'y croit, même le Conseil économique et social, vestige du gaullisme, doute de son efficacité. Mais l'objectif n'est pas de lutter contre le chômage, le but est de libéraliser le marché du travail et soumettre l'ANPE aux vicissitudes du patronat en attendant de restreindre de nouveau l'indemnisation des chômeurs.

Touche finale de cette offensive du gouvernement et du patronat, la remise en cause du droit de grève via l'institution du service

minimum notamment dans les transports. En effet, le secteur des transports demeure un bastion de la classe ouvrière, le nombre de salariés employés est stable, les capacités de résistance sont importantes et l'action directe peut faire mal et même être paralysante pour l'économie. Les sbires à Sellières l'ont compris. Dans ce cadre, le ministre, Gilles de Robien, a mandaté une commission pour lui établir un rapport sur le sujet. Le gouvernement s'est engagé à statuer. Tout est à craindre!

Le tour de la question sociale n'est pas clos, d'autres domaines peuvent faire l'objet d'une libéralisation accrue, la santé par exemple. Le plan du gouvernement n'a rien résolu, il manque toujours des moyens pour financer la Sécu et, faute de ressources nouvelles, un plan drastique d'économie verra le jour.

Face à ces attaques, il est évident que celles et ceux qui subsistent par leur travail se doivent de réagir. Après la défaite de 2003 sur les retraites qui a conduit à l'incapacité d'agir au printemps 2004, il est nécessaire de reprendre l'offensive.

La difficulté principale provient aujourd'hui du niveau d'organisation des salariés. Les syndicats CGT, CGT-FO et SUD ont-ils les moyens suffisants pour engager le rapport de force et, souci principal, en ont-ils la volonté?

Si volonté se manifeste, se pose alors la question de l'indépendance, car donner pour finalité à l'action le changement de maître n'encourage pas les salariés à se joindre à l'action. La responsabilité de la gauche dans la situation actuelle est patente. Se pose alors la question du changement social. Les anarchistes peuvent prendre toute leur part dans cette phase et doivent assumer leur responsabilité, ne serait-ce qu'en s'organisant avec les salariés!

L'autre danger de la période va être la campagne politique liée au référendum sur la Constitution européenne. Notre analyse de ce projet nous conduit à y être opposé dans la mesure où la liberté se voit renforcée uniquement pour exploiter. Pour autant, faire de l'échec de l'adoption de cette constitution l'axe majeur d'intervention sociale, signifierait que nous avons confiance dans une forme quelconque de la démocratie parlementaire pour satisfaire les revendications. Ce qui est notable dès à présent c'est la prise de position de la CES et de la CFDT en faveur de son adoption, on ne mord pas la main qui vous nourrit! Ce qui pourrait l'être aussi, c'est le silence assourdissant de la CGT...

Dans tous les cas, il ne peut pas y avoir confusion entre action directe et démocratie directe.

Renforçons la confiance dans l'action directe pour satisfaire les revendications et soyons sûrs que nous œuvrerons à construire les moyens de notre libération. **D.**

ACTIONNAIRE



DISPENSÉ DE souffrir



Personne que l'on affame

Dessins de Bruno Richard

Quand l'autruche éternue...

Tintin au Congo

« J'aime beaucoup l'Afrique, j'ai fait pas mal de balades en pirogue. »

Michel Rocard.

Fin connaisseur du continent noir, Rocard collectionne également les boîtes de Banania et les chapeaux en cuir qui puent.

Bon à savoir

« La mort, c'est irréversible. » Georges Moustaki, en sursis.

Jean Distel et Sacha Lefèvre confirment.

Du boulot, y'en a

« J'espère que cette nouvelle visite du saint-père sera un bon présage pour notre pays en lui apportant une bonne entente, surtout moins de chômage pour les jeunes qui doivent retrouver des motifs d'espérer. »

Hamlaoui Mekachera, ministre délégué aux anciens combattants.

Un ministre de la République s'en remet donc au pape pour résoudre le problème du chômage des jeunes... Tu es jeune, tu es blond, tu es beau? Sais-tu qu'en ce moment l'Église recrute des archi-diacres? Dans le domaine de la lutte contre le chômage, l'État en est réduit à la prière, guettant un éventuel miracle. Mais que ces guignols cessent aussi de nous vendre la soupe d'une laïcité « ouverte » : aujourd'hui, y'a pas plus cureton qu'un ministre.

La Sarkonnerie de la semaine

« On dira ce qu'on voudra, c'est quand même grâce à Sarkozy que maintenant je conduis moins vite. » Une coiffeuse, dans un bus.

Depuis quand les coiffeuses ont le droit de passer le permis?

Mauvais

« Les résultats des entreprises n'ont jamais été aussi meilleurs. »

Jacques Maillot, président d'Eurotunnel.

Autrement dit c'est pas moins pire que si ils avaient été plus bons.

Ici Lourdes, les curés parlent aux Français

« La visite du pape permet de manifester que la religion est une dimension importante de la vie d'une nation. » M^{gr} Pontier.

Encore un qui fêtera sûrement, avec fougue et bonheur, le centenaire de la séparation de l'Église et de l'État...

Un oubli bientôt réparé

« On avait un peu vite relégué la gestion de crise, dans les business schools, à un électif des pays émergents. » E-A. Seillère, spécialiste du quart monde...

Qu'est-ce-qu'y dit? Y dit que les apprentis patrons on a oublié de les prévenir qu'ici aussi y'avait plein de pauvres qu'y z'allaient pouvoir exploiter. Mais ça y est, maintenant y savent.

Elle est fraîche, ma cervelle, il est beau mon cerveau

« À la base, le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola à vendre son produit [...] Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible. » Le Lay, PDG de TF1.

Un boulot pas facile, vu que par les temps qui courent, le produit en question a tendance à se faire rare.

Paulo l'intox

« Je ressens avec émotion que j'ai atteint le terme de mon pèlerinage. »

Jean-Paul, touriste à Lourdes.

M'est avis que le Jean-Paul, il a balancé ça juste pour faire baver un peu plus tous ceux qu'attendent au portillon, pressés de poser leur très saint cul sur le saint siège. En vérité le ciel peut attendre, le vieux n'est pas prêt de calancher... Oui je sais, désolé, ce n'est pas une bonne nouvelle.

Frédo Ladrissé.

sources : Europe 1, Libération, le Nouvel observateur, le Parisien, RFI, RMC.

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

France Soir ?

« Rédaction, jeune, compétente, enthousiaste, masse salariale allégée, ayant affronté foulitude d'épreuves, cherche repreneur sérieux ayant deniers et envies à offrir à journal qui n'attend plus que vous pour remettre idées fraîches sous presse. Contacter francesoirnrlutte@yahoo.fr »

TELLE ÉTAIT L'ANNONCE parue dans Libération à l'initiative des salariés de France Soir en date du lundi 30 août. Singulier mois de vacances estivales, rappelant celui de 2001 où un plan de licenciements (« social ») avait été élaboré.

Rappelons l'histoire. À la Libération, Pierre Lazareff établit France Soir rue Réaumur où il restera jusqu'à son rachat, il y a une vingtaine d'années, par la Socpresse (Robert Hersant y régnant encore). L'entreprise n'étant plus « rentable », FS fut vendu en mars 1999 pour 1 franc symbolique à Georges Ghosn. L'imprimerie d'Aubervilliers a succédé à Roissy Print de la Socpresse où est encore tiré Le Figaro. Entité autonome, France Soir version 93 ne sortit pas de l'ornière et fut « vendu pour 1 franc symbolique » au groupe italien Poligrafici en 2000. Quatre ans plus tard le fond de l'air est toujours aussi frais et au milieu du mois de juillet l'annonce est faite : France Soir est vendu par Poligrafici Editoriale à Jean-Pierre Brunois marchand de biens immobiliers. Il devait posséder 51 % des actions et verser 7,1 millions d'euros. Les élus du CE se posent alors légitimement des questions : où est l'argent et quel est son projet éditorial?

Juridiquement le CE doit donner son avis, favorable ou défavorable, sur la cession du titre à un nouvel acquéreur. Mais le peut-il quand les informations demandées à J.-P. Brunois, inconnu dans les milieux de la presse et de l'imprimerie, ne lui sont pas parvenues? Début août (vendredi 6) un conseil d'administration convoqué par Poligrafici Editoriale devait entériner le tout, l'ordre du jour prévoyant la modification des statuts, l'agrément de nouveaux actionnaires, et la nomination de J.-P. Brunois comme président du conseil d'administration de FS. Les élus du personnel annonçaient leur décision de porter l'affaire devant la justice, de s'adresser au ministre de la Culture et de la Communication.

Rebondissement au jour précité : Jean-Pierre Brunois ne se présente pas à la réunion. La direction de France Soir demandant même un dédommagement conséquent à l'homme d'affaires « très éloigné des médias ». La direction de Poligrafici s'était en son temps plainte de la gestion de G. Ghosn et des ardoises qu'il avait laissées. Se seraient-ils encore fait rouler dans la farine?

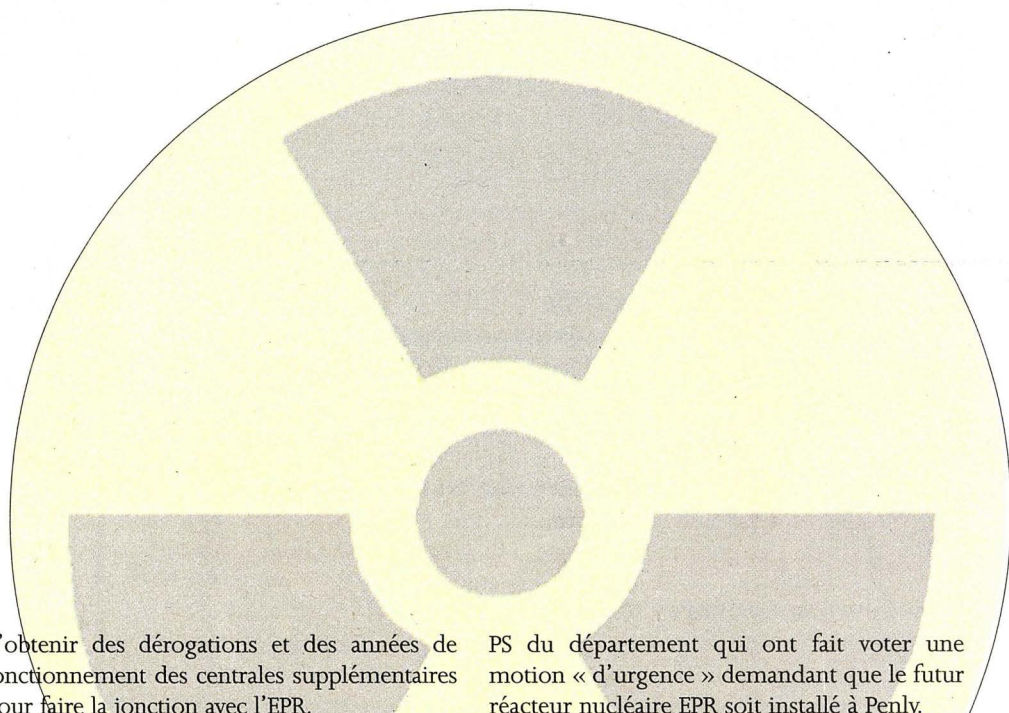
Mais quid de l'avenir des salariés de FS? Après le sinistre vendredi du début août, le délégué syndical de Presse Alliance appelait de ses vœux dans une tribune libre parue dans Le Monde la renaissance d'une presse libre et diversifiée. Pour la rentrée l'annonce parue dans Libération alimente l'agit-prop. La direction communiquant dans les couloirs ; plan social ou dépôt de bilan. Il ne reste plus à France Soir qu'une centaine de salariés dont soixante journalistes. La rentrée sera tendue. Courage à eux!

Sitting Bull

Normandie

Du rififi pour l'EPR

(European Pressurised Reactor)



CE N'EST PAS toujours marrant d'avoir raison. On le sait qu'on ne peut pas avoir confiance dans le PS, n'empêche...

Ce n'est un mystère pour personne: le gouvernement milite pour l'implantation d'une centrale nucléaire de nouvelle génération, de type EPR. Alors que la plupart des pays se prononcent contre le nucléaire et, petit à petit, abandonnent et ferment leurs centrales, la France, elle, se situe dans une autre stratégie: celle d'être un fournisseur d'électricité au niveau européen. Il s'agit d'un calcul économique à court terme lorsqu'on met bout à bout le temps de construction d'une centrale (10 ans), le temps de démantèlement (20 à 30 ans), les transports dangereux, la « gestion » des stockages radioactifs pour des milliers d'années et les risques liés aux trente années d'exploitation d'une centrale.

Les centrales nucléaires françaises se font vieilles et arrivent en limite d'âge. Ce qui implique des risques d'incidents et d'accidents plus fréquents et plus dangereux. En même temps que le matériel vieillit, comme dans le privé, EDF et la COGEMA font de plus en plus intervenir des entreprises extérieures pour la maintenance, avec tous les problèmes y affaissant: mauvaise connaissance des installations, sous-qualifications, conditions de travail hors statut et possibilité de se débarrasser facilement du personnel lorsque celui-ci a reçu sa dose de radioactivité annuelle. Enfin, la COGEMA essaie

d'obtenir des dérogations et des années de fonctionnement des centrales supplémentaires pour faire la jonction avec l'EPR.

En Haute-Normandie, l'opposition au nucléaire n'est pas très forte, les villes et villages voisins des centrales de Penly et Paluel bénéficiant des mannes financières d'EDF.

Lors de la campagne à l'appel du réseau Sortir du nucléaire, en mai dernier, la manifestation nationale qui se déroulait à Rouen ne réussit même pas à réunir un millier de manifestants. Pendant le meeting antinucléaire de ce réseau, auquel participait le groupe de Rouen de la FA, les militants de la LCR, des Verts et de Greenpeace ont appelé à interpellier les élus, particulièrement du PS, pour sortir de la logique nucléaire, préférant ainsi s'en remettre aux partis politiques traditionnels plutôt qu'à essayer de développer une information et un combat à la base.

Pendant la campagne des dernières élections, les candidats PS se prononcèrent contre l'implantation de l'EPR, suivant en cela la position nationale de leur parti.

Cela ne dura pas longtemps: à peine élu, le nouveau président du conseil régional de Haute-Normandie (jadis militant LCR) est vite devenu « raisonnable » et a déclaré: « Tant qu'à avoir une centrale nucléaire de type EPR, autant qu'elle soit construite chez nous. Ainsi nous pourrions surveiller et contrôler ce qui s'y passe. » Fin mai, c'est l'ensemble des élus

PS du département qui ont fait voter une motion « d'urgence » demandant que le futur réacteur nucléaire EPR soit installé à Penly.

En région Basse-Normandie, elle aussi très touchée par le nucléaire avec La Hague et Flamanville, même type de démarche: à la suite d'une motion pro-EPR présentée par l'UMP, le groupe socialiste du conseil régional a présenté une autre motion pro-EPR, ajoutant un chapitre sur la diversification énergétique et sur le développement durable, pour paraître de gauche. Les Verts ont présenté une motion anti-EPR. Au moment du vote, c'est la motion PS qui est passée car les Verts, plutôt que de voter contre, ont préféré s'abstenir pour ne pas mettre leurs alliés dans l'embarras.

Penly ou Flamanville donc? Les deux régions se sont présentées en concurrentes sans que les populations aient été informées ni consultées.

La décision finale de l'implantation du réacteur EPR ne dépend ni du département, ni de la région mais est prise au niveau gouvernemental. Il n'empêche que le PS, qui se présente comme une alternative à la droite, prouve son ralliement au lobby nucléaire (à l'heure où celui-ci est remis en question) et prouve également que la politique du PS n'a rien à envier à celle de la droite (mais ça on le savait déjà).

Jean-Pierre Levaray

L'assurance-maladie

une affaire aux mains des politiciens

Jacques Langlois

L'ASSURANCE-MALADIE (AM), branche la plus importante de la Sécu représente 128 milliards d'euros en 2003, 12 de déficit pour 2004. Le déficit récurrent augmente sans cesse et justifie les multiples plans libéraux de sauvetage de la Sécu. Dans une approche quantitative, comptable et financière dès le début, on glose sur les causes les plus visibles du trou: vieillissement de la population, augmentation de la demande de soins avec celle du niveau de vie, coût du progrès technique, de la recherche et des brevets, stagnation de la croissance, irresponsabilité des assurés sociaux...

Les remèdes en découlent mécaniquement: il faut restreindre la demande de soin (en passant aussi par des restrictions de l'offre) notamment en reportant une grosse partie sur les assurances privées (cotisations du reste en ce cas non prises en compte dans les prélèvements dits obligatoires, ce qui renforce la stratégie des gouvernants), hausse du forfait hospitalier (plus 370 % en 20 ans) et du ticket modérateur (30 %), passage aux médicaments génériques, hausse de la CSG et de la RDS (ou prolongation), déremboursement de médicaments soi-disant peu efficaces, modification de l'accès à l'AME (trois mois de plus et surtout fournir des documents que précisément les sans-papiers n'ont pas), fermeture d'hôpitaux et suppression de lits, numerus clausus limitant le nombre de médecins nouveaux.

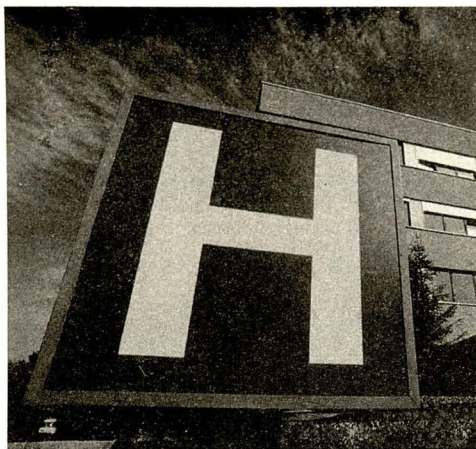


Cependant il reste quelques gracieusetés pour le corps médical: passage en secteur 2, à honoraires libres, 20 euros la consultation de généraliste. Et pourtant rien n'y fait, sans doute avec un aspect stratégique puisque plus la situation sera difficile, plus on hurlera que des réformes drastiques sont les seules possibles. Une des raisons de la non-résorption du trou vient aussi des compléments apportés par les mutuelles et les assurances privées puisque les dépenses sont alors reportées sur elles, ce qui permet à l'assuré de tirer à vue sur les comptes sociaux.

Notons que la conséquence majeure de cette politique de restriction de la demande réside dans les retards de l'accès aux soins des plus démunis, ce qui aggrave les pathologies et rend impossible la prévention à laquelle, du reste, l'AM ne consacre que 2,4 % du budget public de santé! Mais il y a d'autres causes du déficit, lesquelles sont plus sérieuses et soigneusement cachées par suite des options libérales des gouvernements et des intérêts financiers des acteurs et des lobbies.

Un sous-financement chronique

L'AM est financée essentiellement par la CSG sur les salaires et retraites. Cependant il y en a plus les cotisations patronales (12,80 % des salaires bruts) lesquelles ne sont que des prélèvements sur le travail, les prélèvements sur les revenus financiers (10 % de ceux-là), la



taxation sur le tabac et l'alcool (mais l'État s'en met l'essentiel dans la poche), la taxation des laboratoires (2 milliards). Le salariat finance 80 % de la santé publique, donc si le chômage augmente, si les revenus baissent (temps partiel, intérim, stagnation de pouvoir d'achat) le trou se creuse automatiquement. De plus, les allègements de charges pour le patronat (117 milliards d'euros en 10 ans) vident les caisses car l'État ne rembourse pas entièrement l'AM (2 milliards ainsi dérobés par an). Enfin, le patronat camoufle les accidents du travail, ce qui reporte la charge sur les assurés et l'AM. Rendons grâce au gouvernement : il va supprimer l'enquête judiciaire sur les gros accidents du travail ! Les patrons abusent des mises en longues maladies pour éviter de licencier les travailleurs âgés. Il joue aussi sur les maladies professionnelles dont le régime va en outre être modifié pour alléger les charges des entreprises. De plus l'Inspection du travail va se voir retirer son pouvoir de sanction. Merci Raffarien.

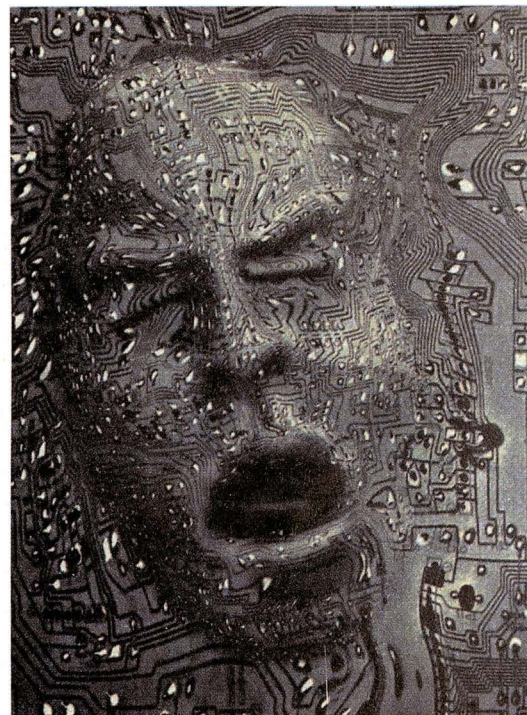
N'oublions pas que les dépenses publiques (128 milliards) ne sont qu'une part des dépenses totales de santé ; elles représentent 76 % en 2001, auxquels s'ajoutent 13 % pour les mutuelles et complémentaires et 11 % de la poche des assurés sociaux. Rappelons que seules les longues maladies ou les pathologies graves sont remboursées à 100 %. Pour la médecine dite de ville, le taux de remboursement n'est que de 60 % ce qui évidemment restreint la prévention pour les petits revenus. Et tout le monde n'est pas assuré car il faut être salarié et avoir cumulé des droits qui sont interrompus en cas de RMI ou d'ASS (allocation spéciale de solidarité). C'est pourquoi a été créée la CMU mais plafonnée à un revenu mensuel pour une personne de 549 euros (Doust-Blabla propose de relever ce seuil d'une quinzaine d'euros !). Pour les personnes en situation irrégulière ou dépourvues de tout, il y a l'aide médicale d'État (AME), que le gouvernement vient de restreindre en fixant des conditions draconiennes d'accès (avoir une adresse, certains papiers, chose qu'elles n'ont pas) et en portant la période de carence à trois mois sauf si le « pronostic vital » est engagé !

Ce qu'on ne dit jamais au Medef et au gouvernement, c'est que différentes taxes créées par l'État pour compenser les coûts

induits sur l'AM (tabac, alcool, accidents de la route...) sont largement détournées au profit du budget dudit État. Il y en a pour environ 18 milliards d'euros, ce qui montre au passage que sans les décharges patronales indues et les prélibations étatiques, il n'y a pas de trou de l'assurance-maladie.

La médecine la plus libérale du monde

Dès sa création l'AM a sacralisé les principes de la médecine libérale instaurant une relation individuelle de patient à docteur sans prise en charge du collectif. Ces dogmes propagés par la corporation médicale, qui plus est en situation de pouvoir par rapport aux malades, sont : le paiement à l'acte par le patient lui-même directement au toubib, la liberté de prescription, le libre choix du thérapeute, l'autocontrôle de la profession par elle-même (par l'ordre des médecins créé par le régime de Vichy). Les conséquences en sont redoutables puisque les toubibs ont intérêt à augmenter les actes pour accroître leur revenu et que leurs abus ne sont quasiment jamais sanctionnés. De plus, la corporation a pu ainsi se protéger de toute tentative de régulation du système de santé, ce qui dans tous les cas conduit à l'inflation des prescriptions de médicaments et de consultations et aux arrêts de travail de complaisance, d'autant plus que certains malades font du tourisme médical car de toute façon ils sont remboursés ou presque (régime général plus mutuelles). Il est amusant de constater qu'un régime largement socialisé, à cause du choix politique de tous les gouvernements en faveur de la médecine libérale, conduit à un système dans les faits plus concurrentiel et marchand que le système théoriquement pur de relations privées et individuelles des États-Unis. En effet, comme dans ce pays il n'y a presque que des assurances privées pour se couvrir du risque maladie (frais et pertes de revenus), sauf l'aide aux vieux démunis et aux enfants et femmes enceintes (40 millions d'Américains ne disposent pas de couverture sociale !), lesdites assurances ont organisé des réseaux et filières de soins obligatoires pour les hôpitaux, les médecins et les patients, ont défini des références médicales obligatoires et des paniers de soins et négocient les prix des médicaments avec les laboratoires, le tout au nom de l'ouverture de la concurrence, de la rentabilité et de la baisse maximale des dépenses.



Comme par ailleurs les maires sont présidents des conseils d'administration des hôpitaux, il y a eu inflation des structures publiques de soins. De plus, les laboratoires, dont les prix sont contrôlés, pour compenser la différence de prix des médicaments par le volume vendu font pression sur les toubibs grâce aux visiteurs médicaux et à la monopolisation des journaux informant les médecins. Ils jouent aussi sur un surdimensionnement des boîtes de médicaments, ce qui laisse des stocks dangereux et inutiles aux patients (heureusement, les inutilisés sont désormais collectés par des associations humanitaires pour aller dans les pays pauvres ! Méfions-nous de l'humanitaire qui souvent n'intervient que pour compenser les vices du capitalisme). Un autre truc est d'ajouter de la poudre de perlin-pimpin à de vieux médicaments, dont le brevet va expirer et qui vont devenir génériques, aux fins de la recherche et de l'innovation et d'un nouveau brevet. On est forcé d'observer que les gouvernements libéraux, fussent-ils socialistes, ne font pas beaucoup d'efforts pour réguler, contrôler et sanctionner tout cela. Le libéralisme de la médecine libérale française conduit donc à une désorganisation constante et à une absence de régulation sociale et collective, visible du reste dans l'ab-

sence de politique de santé et de prévention. Or, cela a des conséquences financières certaines: l'AM est un tonneau des Danaïdes à la sortie duquel campent les intérêts des médecins, des labos et mêmes de certains patients. Les riches ou aisés profitent à fond du système pour faire leur propre prévention et disposer des meilleurs soins alors que les pauvres retardent le plus possible les consultations et aggravent ainsi leur cas, ce qui au final va coûter plus cher puisque les soins seront plus longs et plus chers (voire trop tardifs, ce qui explique aussi qu'un ouvrier vit cinq ou six ans de moins qu'un cadre). Mais les acteurs intéressés au dérèglement du système ne font pas qu'attendre au cul du tonneau: ils ont organisé ledit tonneau pour qu'il n'ait pas de fond. Ainsi n'y a-t-il pas à s'étonner ni du déficit, ni de la redistribution à l'envers qui est opérée par l'AM. C'est un choix politique et les remèdes proposés vont précisément accroître les ponctions sur le salariat.

Évolutions

On a vu que les plans successifs des différents gouvernements consistaient à limiter la demande par les coûts et par la restriction de l'offre. Cependant, il y a eu aussi des dispositifs qui prétendaient à une meilleure régulation du système de santé. Ils ont largement foiré à cause de la résistance active et passive de la corporation: sabotage de la carte vitale, du carnet de santé, des références médicales opposables (début de contrôle des prescriptions par les caisses d'AM et leurs médecins conseils), faible diffusion des génériques. Juppé avait fait passer le budget de l'AM sous la coupe du Parlement qui devait voter une enveloppe des dépenses annuelles (l'ONDAM) à ne pas dépasser. On en connaît le succès et même les raisons des dépassements massifs et incessants. Juppé avait fait créer les agences régionales hospitalières (ARH), dont la fonction est de répartir les moyens, affecter les budgets aux hôpitaux, supprimer les doublons, fermer des lits, le tout dans une approche comptable. Là le succès est limité à cause de la résistance des maires, des personnels et des « clients ». Chaque hôpital disposait d'un budget, ce qui favorisait les plus dépensiers (dotation reconduite en fonction du passé) et ne résolvait guère la mauvaise répartition des structures entre régions (et non à l'intérieur d'une région). Le trou prévisible en 2004 passant à 13 milliards, le gouvernement raffarien envisageait dès 2002 des mesures drastiques. Mais il y avait des élections. Alors le programme a été étalé. N'oublions jamais que les gouvernements dépen-

dent des élections. D'où la stratégie de pisso-tière suivante, de droite ou de gauche: balancer des ballons d'essai (annoncer une catastrophe en premier lieu, puis passer à une solution plus modérée présentée comme résultat d'une négociation alors qu'elle avait été conçue dès le départ), laisser pourrir la situation pour crier ensuite qu'il n'y a plus qu'une solution, diviser pour régner en concédant quelques gracieusetés aux partenaires sociaux modérés, saucissonner le problème en rondelles (les retraites, puis l'AM, puis les services publics), procéder par petites étapes, chacune créant un point de non-retour mais évitant qu'on ne s'aperçoive tout de suite du but final à atteindre.

Ainsi la première phase annoncée par l'inénarrable Douste-Blabra est-elle modeste: un euro par consultation (ce qui fait que désormais le patient paie un droit d'entrée, lourd à consentir par les démunis, et qui tend à imposer la notion de culpabilité d'être malade puisqu'il faut acquitter un péage-sanction), faible hausse de la CSG (sauf pour les retraités imposables, donc inégalité de traitement), encore plus faible augmentation de la cotisation patronale, passage du forfait hospitalier de 13 à 16 euros en 2007 (quelques

cerises après négociation: les moins de 16 ans, les femmes enceintes, les titulaires de la CMU ne paieront pas l'euro de consultation); légère hausse du seuil d'accès à la CMU, prolongation de la RDS jusqu'en 2020, extension des génériques par incitation, sanction des faux malades en arrêt-maladie qui devront rembourser les indemnités journalières, interdiction de faire des arrêts de travail pour les médecins qui en abusent, création d'un dossier médical permanent suivant chaque assuré, installation obligatoire d'un médecin généraliste « référent » à choisir durablement et auprès duquel s'inscrire. Cela est en dessous des enjeux car cela ne rapportera tout de suite que 4 ou 5 milliards et que les effets du référent, des génériques et du dossier médical seront longs à obtenir.

Mais il y a déjà une deuxième étape dans les cartons, si l'on se rappelle le rapport Chadelat sur l'AM et le projet hôpital 2007. Bien plus douloureuse et à n'aborder qu'après les vacances et la rentrée sociale: très forte hausse de la CSG, création d'un système d'AM à trois étages. Premier niveau, l'AMB, assurance médicale de base, obligatoire, avec comme la CMU un panier de soins et avec des références médicales obligatoires par pathologie; deuxième niveau, l'AMC, assurance médicale complémentaire, à souscrire chez les mutuelles et les privés comme AXA, elle aussi obligatoire (les pauvres auront droit à un crédit d'impôt de 150 euros annuels pour y souscrire, gâterie déjà annoncée); troisième palier, assurances personnelles non obligatoires. Ainsi le privé sera installé dans la juteuse bergerie, et on va vers un système diversifié et inégalitaire de droit (avant il l'était de fait). Il est même envisagé de distinguer les gros risques (AMB), des petits (AMC plus privé).

Hôpital 2007 prévoit beaucoup de pouvoir pour les ARH, la nomination des directeurs d'hôpitaux par l'État, la budgétisation par activité (chaque pathologie fait l'objet d'une définition standard des traitements et des dépenses afférentes, et on fait la somme du nombre de clients par maladie, puis le total sur toutes les maladies).

Mais ce ne sont que des moyennes, alors les hôpitaux et cliniques vont sélectionner les risques dont le traitement sera inférieur au coût standard afin d'être rentables puisqu'on dépensera moins que le budget moyen prévu. Le plan 2007 prévoit aussi de mutualiser les moyens lourds et de mettre en concurrence les hôpitaux entre eux et avec les cliniques. Les malades se situant au-dessus du standard auront du mal à être pris en charge, sauf s'ils sont riches ou puissants. On ne saura à quel service attribuer le patient souffrant de plusieurs pathologies puisque ce mode de budgétisation renforce le cloisonnement entre spécialités, bien qu'on prétende restaurer la logique des équipes médicales polyvalentes.

J. L.



Le pape, c'est pas mon genre !

LA RELIGION CATHOLIQUE, à travers sa Congrégation pour la doctrine de la foi – comme d'autres talibans avaient leur ministère « pour la promotion des vertus et la suppression des vices » (vous savez, ceux qui tranchaient les têtes, coupaient les mains, lapidaient les femmes!) – vient à nouveau de partir en guerre contre le féminisme et l'homosexualité. Elle entend dénoncer les tendances égalitaires du féminisme et rejette le concept de genre, en tant que déconstruction des genres masculins et féminins, c'est-à-dire l'éducation sexuée, socialement construite des rôles attendus, des attitudes intégrées et des attributs supposés des individus des deux sexes.

Masculinité et féminité

Concrètement, une analyse de genre (ou sexe social) revient à mettre en lumière comment un garçon acquiert les normes masculines (force, activité, etc.) et comment une fille intègre les normes féminines (douceur, passivité, etc.).

Cet apprentissage se fait au sein de la famille, mais aussi à l'école, dans la rue afin de faire entrer chacun et chacune dans les normes sociales. Aux filles, les poupées, les dinettes, les nœuds, les maquillages. Au garçon, le sport, les pistolets, les ballons, les voitures. À l'école, les enfants ne sont pas sollicités de la même façon s'il s'agit de garçons ou de filles. On attend des comportements stéréotypés: les garçons bons en maths, en sport; les filles en français, en dessin. Et puis la société divise rapidement les espaces sociaux, les catégories professionnelles en fonction du sexe.

Cette division se retrouve aussi dans le domaine privé. « Maman est à la cuisine et papa lit au salon », apprenait-on à lire. Elle est à ce point intégrée qu'il faut voir et entendre ses collègues femmes revendiquer leur fonction familiale: « Ça m'embêterait de le voir cuisiner, ce n'est pas à lui de le faire; et puis, il ne fait pas comme moi, et puis il ne sait pas bien repasser, et puis les enfants, c'est plutôt le rôle des femmes, d'ailleurs on les comprend

mieux, etc. » Et leurs compagnons d'en rajouter et de se complaire dans cette situation.

Cette mauvaise conscience est ce qui vient tenter de justifier une injustice de fait avec de prétendus choix personnels, de prétendues aptitudes naturelles.

Forcément, les féministes et tous les individus épris de liberté, d'égalité et de justice ne peuvent que se lever contre ces attitudes inégalitaires, discriminatoires et aliénantes.

Pas le pape! Lui, il « aime » les femmes et il veut leur rendre « leur place »: les enfants, la cuisine, l'église. Et, dans ce schéma, les couples homosexuels ne peuvent pas exister: « Qui fait la femme, qui fait l'homme? »

Vivre l'amour libre !

Et voilà la deuxième charge de l'Église catholique: la déconstruction des genres sociaux conduirait à une « sexualité perverse polymorphe ». Il est vrai que la société et les fantasmes sexuels sont créés au profit de l'homme blanc hétérosexuel. Une fois que ce modèle est identifié et combattu, la porte est ouverte à de nouvelles relations sociales, sexuelles, amicales. L'amour libre, c'est l'amour librement consenti. Cela s'oppose aux viols, aux abus sexuels, à l'imposition de normes contraignantes. L'amour libre se vit entre individus libres et égaux, et l'égalité se conquiert par la lutte et les changements sociaux et comportementaux.

L'homosexualité est l'une de ses formes d'amour, et les droits des couples homosexuels doivent être les mêmes que ceux des couples hétéros (union, adoption, représentativité, visibilité, etc.).

La sexualité n'est pas non plus exempte d'une analyse de genre, c'est-à-dire de construction sociale des attitudes et attentes. Les femmes sont perçues comme devant être séductrices et accessibles mais pas trop sinon ce sont des salopes. Elles sont censées être douces, fleur bleue, romantiques, soumises au désir de l'homme. Lorsqu'elles sont « hard », comme dans les films pornos, les amours lesbiens sont des moments de « chauffe » en attendant l'homme ou alors les femmes usent des outils sexuels pour faire comme un homme.

À bas la calotte !

Après la charge islamiste et l'imposition du voile, voilà que l'Église catholique pousse aussi la roue contre les femmes. Peut-être ne veut-elle pas laisser le terrain de la réaction aux seuls musulmans? Bizarrement, l'Église sort du bois l'année même choisie par les associations féministes pour dénoncer les violences faites aux femmes et organiser des marches mondiales.

En tout cas, nous nous opposerons toujours à toutes les religions et nous profiterons de cette année pour réaffirmer notre athéisme et consommer la séparation totale de l'Église et de l'espace public (1905-2005, cent ans après, la lutte continue!). Nous participerons aux marches des femmes et dénoncerons les violences, discriminations dont elles sont victimes. Nous soutiendrons les manifestations gays et lesbiennes, nous combattrons les commandos antiavortement. Pour tout cela et plus encore, nous aurons à être uni.e.s et à agir avec les groupes libres-penseurs, féministes, gays et lesbiens afin de faire le lien entre nos luttes et mettre en avant un nouvel art de vivre ensemble, une sociabilité libertaire.

Fred

groupe Proudhon, FA Besançon

Lucien Léger, quarante ans derrière les barreaux

Quel est son crime ?

En juillet dernier, dans notre numéro hors-série, Philippe Charon signait un article au sujet de Lucien Léger, détenu dans les geôles républicaines depuis maintenant... quarante ans.

Comment rester insensible devant un si triste record ? Anarchistes défenseurs acharnés de la liberté et adversaires résolus de tous les enfermements, nous ne pouvions pas donner à cet article un point final. Nous annonçons une suite. La voici.



André Sulfide

LUCIEN LÉGER a été incarcéré à l'âge de 27 ans, le 5 juillet 1964. Aujourd'hui, à 67 ans, il est toujours détenu.

Quarante ans en taule. Nous avons cherché, nous avons fouillé l'histoire judiciaire de ce pays, nous ne trouvons pas d'exemple de peine équivalente dans la durée.

Quarante ans en prison. C'est un peu plus d'une génération. C'est beaucoup plus que la durée maximale de la peine de sûreté des condamnés à perpétuité.

Quarante ans en cage. C'est une vie d'homme derrière les barreaux.

Un individu condamné à perpétuité en 1964 pouvait, à l'expiration de son délai d'épreuve de quinze ans (la période de sûreté n'existant pas encore à l'époque) solliciter auprès du garde des Sceaux une mesure de libération conditionnelle. Lucien Léger la demande depuis 1978. Tous les présidents qui se sont succédé sur le trône de la République française, de Giscard à Chirac, tous les ministres de la Justice qui ont eu à se prononcer sur les demandes de Lucien Léger, tous sans exception ont opposé un refus net. Même François Mitterrand qui après son accession au pouvoir a gracié plus d'un détenu, et pas les

moins lourdement condamnés, n'a pas daigné accorder la liberté à Lucien Léger.

Mais de quel crime est coupable Léger pour mériter une aussi irrévocable sentence ? Quelle horreur l'homme inspire-t-il donc pour qu'on veuille ainsi protéger la société – et ce depuis si longtemps – de sa malfaisance ?

Enlèvement et meurtre d'enfant. Certes, cela fait frémir. Et, effectivement, cela fit trembler à l'époque. Le 27 mai 1964, à 5 heures du matin, le corps de Luc Taron, un gamin de 11 ans, est découvert dans les bois de Verrières-le-Buisson, en Seine-et-Oise.

Dans le mois qui suit, près de cinquante lettres anonymes sont envoyées à divers organes de presse, à la police, au père de la victime, au ministre de l'Intérieur, revendiquant la paternité du crime et en annonçant d'autres. L'affaire de « l'étrangleur » (le signataire des missives) est née. Elle va défrayer la chronique et créer une véritable psychose collective jusqu'à l'arrestation d'un suspect, le 5 juillet 1964, qui bientôt avoue les lettres et le meurtre. L'homme en question s'appelle Lucien Léger. Il dit avoir rencontré l'enfant en fugue à la station de métro Étoile, l'avoir emmené se promener du côté de Verrières et



l'y avoir tué sous l'impulsion d'une force extérieure. La presse, à l'époque, agrémente cette version d'une multitude de détails et d'observations tous plus sordides les uns que les autres, inventant sans vergogne de quoi passer de la réalité à la fiction.

Le procès a lieu du 2 au 7 mai 1966, au terme duquel Lucien Léger sera condamné à la réclusion criminelle à perpétuité. Tout désignait l'accusé : l'hystérie des médias, telle qu'on peut l'imaginer en pareil cas ; le système de défense choisi par Albert Naud, l'avocat de Léger, qui plaide à charge les circonstances atténuantes (évitant ainsi à son client la peine de mort) ; l'attitude même de Lucien Léger, énigmatique, hautaine et méprisante de l'avis même d'Albert Naud, presque suicidaire étant données les circonstances. Tout désignait l'accusé, mais aucun mobile du meurtre ni preuve formelle de la culpabilité de Léger ne fut établi. Qu'à cela ne tienne... l'intime conviction, cette loterie de la conscience, y suppléa.

Car il fallait un coupable, et l'on n'avait que celui-là à portée de main. Allons, l'affaire est entendue ! un procès de six jours c'est bien assez... Il fallait condamner, et vite. L'impatience justicière, dans sa ferme chevauchée vers le verdict, ne s'embarrassa ni des détails ni des obstacles.

Par exemple, ce témoignage d'un couple de cultivateurs affirmant avoir vu sortir du bois de Verrières, à proximité du lieu et en un temps voisin de la découverte du corps, un homme dont la description physique ne correspond en rien à Lucien Léger. Cet individu, témoin capital, voire peut-être protagoniste du drame, ne sera jamais identifié ni retrouvé. Ou encore les premières constatations sur le corps de la victime, qui font état de marques d'ongles très visibles sur le cou ; or, à l'époque Lucien Léger, du fait de sa profession (il est élève infirmier) se coupe les ongles très court. Enfin, la personnalité de Léger où rien ne le prédispose à un meurtre de sang-froid : il est reconnu comme un être doux, sensible, serviable, altruiste, intelligent, etc. Pendant les dix premiers mois de l'enquête, sa conduite va à l'encontre de ses aveux, notamment par son refus de procéder à la reconstitution du crime (il dira alors : « Ce n'est pas moi qui ai fait cela »). Passé ces dix mois, il revient sur ses aveux et maintient depuis lors être innocent du meurtre dont on l'accuse.

Tout de même, le doute sur sa culpabilité devait suffisamment tarauder le président du tribunal et le procureur pour que ceux-ci extraient Léger de sa cellule peu après l'énoncé du verdict, et l'interrogent une dernière fois¹.

Ce doute fit également son chemin dans l'esprit d'Albert Naud. L'avocat de Lucien Léger acquit progressivement la certitude de l'innocence de son client, et le 17 juin 1971, présentait une première demande en révision, qui n'a pas été instruite. Trois ans plus tard, Albert Naud dépose un second recours en révision au garde des Sceaux, à l'époque Jean Lecanuet. Celle-ci donne lieu à une enquête, confiée au commissaire Delarue de la Police judiciaire de Paris qui procède à de nombreuses investigations et auditions portant sur l'ensemble de l'affaire. Mais jamais Lucien Léger ne pourra prendre connaissance des résultats obtenus. De fait, cette seconde et ultime demande en révision est restée lettre morte.

Pour moins d'éléments que ceux énumérés plus haut, d'autres condamnés, plus chanceux ou mieux nés, auraient obtenu la révision de leur procès, une grâce, une mesure de libération conditionnelle. Depuis 1965, Léger ne cesse de clamer son innocence. Il est ce que l'administration pénitentiaire appelle un « prisonnier modèle ». Une remarquable endurance physique et psychique, une hygiène de vie stricte et un espoir sans bornes l'ont miraculeusement préservé de la folie et de la décapitade qu'un tel enfermement aurait à coup sûr provoqué chez d'autres individus plus vulnérables. Sain de corps et d'esprit, il réclame la liberté, présente un projet cohérent de réinsertion. N'importe quel magistrat reconnaîtra que la sanction pénale, même lourde, n'est jamais que temporaire et pose obligatoirement la question de la transformation du condamné en vue de sa sortie. Sur le papier, la législation pénale ne prévoit pas d'encagement à vie, sans issue possible. Pourtant, Lucien Léger est l'exemple encore vivant qu'une telle abomination est tout de même possible, la question de son élargissement n'étant pas à l'ordre du jour. Plus généralement, c'est tout le problème des longues peines qui est ici posé, car quelle « transformation » attendre d'un individu quand on lui vole ainsi la vie ?

Sans doute, Lucien Léger est impliqué dans l'affaire, ne serait-ce que par les fameuses lettres dont il reconnaît être l'auteur, du moins pour la majorité d'entre elles. Mais, quel que soit le rôle qu'il a joué dans cette sombre histoire – rôle qui n'a probablement pas été jusqu'au meurtre – nous posons de nouveau la question : quelle faute justifie d'être enfermé depuis quarante ans ? À quelle logique obéit une telle peine ? S'il s'agit de la logique d'État, le crime qui vaut à Lucien Léger cet acharnement sans précédent n'est pas le meurtre de Luc Taron, c'est autre chose sur laquelle le ministère public reste muet... Sinon, il ne s'agit plus de logique, il s'agit de la plus monstrueuse irrationalité jamais constatée dans l'histoire de la « justice » française. **A.S.**

1. Voir article de Philippe Charon, « 40 ans à l'ombre », *Le Monde libertaire*, hors-série n° 25, juillet-septembre 2004.

Les recalés de la maternelle

Le surréalisme est vivant !

Marie-Dominique Massoni

À LA MORT D'ANDRÉ BRETON, en 1966, ceux qui ne cessent de surveiller l'agonie du surréalisme pensent que cette fois tout est joué. Ainsi, André Pieyre de Mandiargues, écrivain qui participa après 1947 aux activités surréalistes, puis s'en écarter, déclare : « Le surréalisme est sa création, son invention et sa propriété. [...] Et tristement j'ajoute qu'il me paraît que désormais le surréalisme est un domaine clos. » (le Nouvel Observateur, 5 octobre 1966). La refonte de l'entendement humain à laquelle prétend le surréalisme peut être désormais réduite aux qualités et aux défauts d'une seule personne, de même la dynamique engendrée par la création individuelle et l'investigation collective. Le surréalisme est alors réduit à son périmètre parisien. Pourtant, en 1966, alors que les journaux français clament la mort du surréalisme, se crée le groupe surréaliste de Chicago.

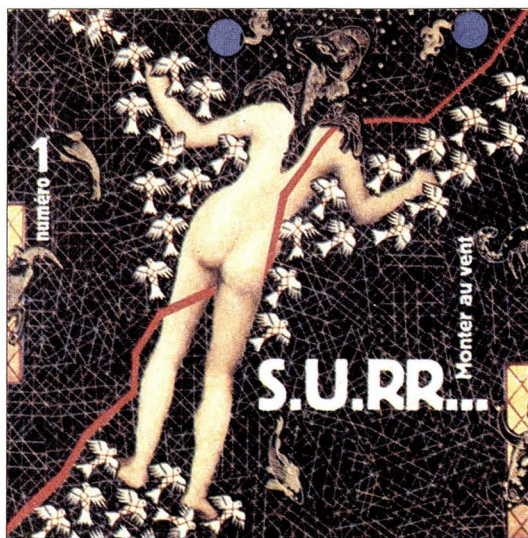
Mais ces discours répétés vont bientôt entrer en résonance avec une succession de crises dans le groupe parisien et avec les événements de mai 1968, lesquels vont sommer le mouvement surréaliste d'être à la hauteur de son projet. Impossible de redire formules et recettes, le mouvement social invente et vite.

L'Archibras, nouvelle revue en projet depuis l'arrêt de la-Brèche, voit son premier numéro en avril 1967. La même année naissent deux projets d'exposition, l'une à Sao Paulo, l'autre à Bratislava. L'exposition « Le Principe de plaisir » est présentée successivement à Brno, Prague et Bratislava en 1968. La venue, en nombre, du groupe de Paris va

permettre d'écrire un texte d'orientation : la Plate-forme de Prague, laquelle, surmontant les divergences tant politiques que personnelles, ouvre un champ plus large aux investigations. Elle souhaite une « régénérescence de l'idéologie révolutionnaire », en appelle au « dialogue avec toute individualité et tout mouvement organisé qui mettent en échec les systèmes répressifs », à libérer les « pouvoirs et les désirs immobilisés dans l'inconscient » et à un certain nombre de modalités pratiques pour que l'imaginaire tende à devenir réel. Le texte est publié dans l'Archibras en septembre 1968.

Les surréalistes tchécoslovaques n'ont pas vraiment la même analyse politique que les Français. La divergence de fond est sans aucun doute le soutien apporté par nombre des surréalistes parisiens à la révolution cubaine, ce dont témoigne le texte « Pour Cuba », publié dans l'Archibras, n° 3, en mars 1968. Les Praguais, plus lucides, considèrent ce soutien comme une grave erreur. En août, les troupes soviétiques envahissent la Tchécoslovaquie, et Fidel Castro approuve. Mais l'effervescence du printemps et les rencontres de l'été 1968 ont scellé des amitiés et des complicités, dont les liens actuels entre les groupes des deux villes témoignent encore de la force.

Rappelons que les années 1970 sont marquées par un mouvement de révolte étudiante en France et par ce que l'on a appelé le printemps de Prague, mais la secousse est planétaire. La riposte des polices et des armées est d'importance. Le Gladio est mis



Monter au vent

en place par la CIA et les gouvernements européens. Le massacre de la piazza Fontana en Italie, en 1969, attribué d'abord à un anarchiste est une terrible illustration du terrorisme d'État. Des années plus tard, il sera reconnu qu'il fut le fait de groupes d'extrême droite. Le gouvernement socialiste d'Allende, au Chili, dont les États-Unis ne veulent pas, est à son tour mis bas par le coup d'État de Pinochet, le 11 septembre 1971.

En 1968, les surréalistes parisiens ont été présents dans divers lieux de la contestation. De nouvelles arrivées aux réunions ont pu laisser penser que le groupe allait se renforcer. La crise couve pourtant. Elle est près d'éclater à l'occasion d'un projet d'exposition à Stockholm. Alors que les surréalistes proclament haut et fort leur volonté de subversion, certains envisagent une exposition parrainée par le roi de Suède. Face aux critiques de Bounoure, le collectif se rétracte puis accepte que José Pierre, organise « sous sa propre responsabilité » une exposition « sur » le surréalisme et non une exposition surréaliste. Ce qui permet d'éviter provisoirement la rupture. Mais les conflits deviennent d'une extrême virulence.

En février 1969, Jean Schuster, l'un des animateurs du groupe parisien, décide de se retirer. D'autres en viennent à annoncer l'auto-dissolution du groupe, le 28 mars. Le 19 mai, Schuster écrit dans une lettre: « Afin de couper court à tout procès en légitimité, l'activité à venir ne se parera pas de l'étiquette surréaliste. »

Les Tchécoslovaques, le 3 juillet 1969, adressent aux Parisiens un texte collectif: « Pour que l'on n'oublie pas tout », que cite Alain Joubert dans le *Mouvement des surréalistes* ou le fin mot de l'histoire. Ils refusent le coup de force parisien, si peu de temps après la Plateforme de Prague qui ouvrait grand les champs de l'investigation. Ils récusent les décisions des Parisiens alors qu'eux subissent le retour des méthodes stalinienne.

Jorge et Margarita Camacho, de vive voix, puis Bounoure, par lettre, témoignent auprès de leurs amis tchécoslovaques de la rapidité d'extension des ravages. Bounoure confie à son ami Effenberger ses craintes quant au devenir de la pensée et de l'éthique collectives. Et il poursuit: « D'abord j'ai dit [...] que je me considérerais désormais comme un surréaliste en exil; cela signifie qu'en attendant qu'un mouvement surréaliste puisse se reconstituer à Paris sur des bases sérieuses, je travaillerai avec les camarades étrangers. Car, comme on disait en mai, les frontières on s'en fout. »

En septembre, Jean Schuster publie dans le *Monde* « Le quatrième chant » dans lequel il annonce la fin du mouvement surréaliste. Le 25 octobre, Jean-Louis Bédouin lui répond et lui conteste le droit de décider pour tous.

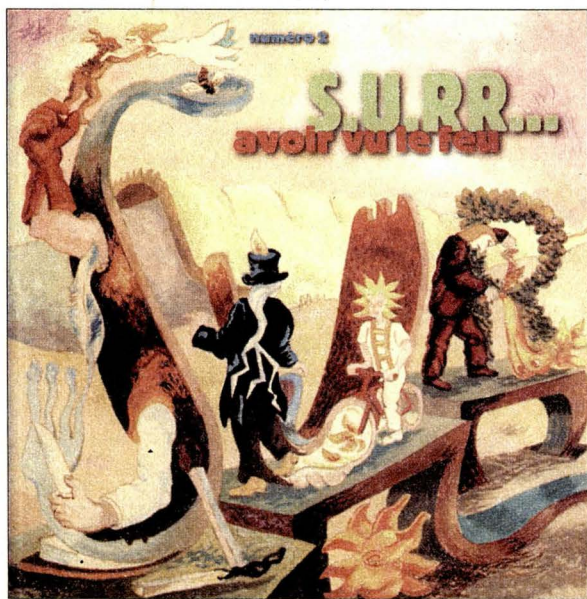
Ceux qui, à Paris, continuent de s'affirmer surréalistes et sont prêts à poursuivre l'aventure collective, décident de pratiquer une forme d'« écart absolu » et de se replier dans des recherches et investigations plutôt que

d'occuper la place publique. En novembre 1970, dans le numéro 1 du *Bulletin de liaison surréaliste*, fascicule ronéotypé, on peut lire: « Il n'est du droit de personne de définir une "ligne surréaliste" et moins encore d'en imposer le tracé. » Refus de polémiquer, « retrouver si possible le goût d'agir ensemble » caractérisent les intentions des surréalistes qui veulent courir cette aventure. Dans cette livraison, un message d'Albert Marencin, poète et collagiste de Bratislava, rappelle la difficile situation des surréalistes tchécoslovaques et l'importance pour eux d'une fenêtre ouverte sur des débats et des analyses avec des amis étrangers.

Répondant à une enquête de la revue belge *Gradiva*, en 1971, Bounoure écrit à propos du groupe: « Ce ne sont ni les dissensions internes ni les affaires de personnes qui l'ont fait éclater, c'est l'inadéquation de moyens à ses fins, la disproportion entre une présence publique abusivement soutenue au-delà de toute vérité et une activité lacunaire paralysée par l'exhibitionnisme collectif d'où elle espérait obscurément tirer ses ressources essentielles. » Les témoignages de Joubert et des amis qui vécurent ces moments-là, traduisent le drame affectif, la colère, parfois encore prête à surgir.

Mais Jean Schuster avait acquis à ses conclusions un certain nombre d'acteurs du mouvement. Nous retrouvons ceux-ci dans une publication appelée *Coupure*. Sorte de journal qui se veut en prise avec l'actualité politique et se veut polémique et pamphlétaire. Il semble le fait non d'un collectif, mais d'agitateurs divers dénonçant les entraves à la liberté d'expression, soutenant par exemple la Cause du peuple, un journal maoïste qui vient d'être interdit. *Coupure* cesse de paraître en janvier 1972. C'est l'année où naissent les éditions Maintenant qui vont publier des textes et images de Toyen, Georges Goldfayn, Gérard Legrand, Annie Le Brun, Radovan Ivšić, Pierre Peuchmaurd. En 1974, ils font paraître un texte polémique *Quand le surréalisme eut cinquante ans*. Ce texte semble ne s'adresser qu'à ceux qui savent. Les autres ont bien du mal à comprendre. On peut lire au milieu d'une volée de règlements de compte que « la voie de la révolution surréaliste ne s'en poursuit pas moins ».

Les historiens du surréalisme achèvent en général leurs écrits sur ces considérations. Quelques-uns signalent la *Civilisation surréaliste*, publiée chez Payot en 1976, parfois les deux numéros de la revue *Surréalisme*, qui fait suite au BLS, mais c'est pour approuver Jean Schuster quand il décida de mettre la clé sous la porte. Bien entendu, le numéro un d'*Analogon*, publié en 1969 à Prague, est souvent passé à la trappe. Seule la revue *Change 7°* (« Le possible contre le réel ») permet aux lecteurs des années 1970 de savoir que le surréalisme continue en Tchécoslovaquie, et le festival du cinéma d'animation d'Annecy donne à voir les films de Svankmajer.



Avoir vu le feu

En 1997, dans l'ouvrage de Gérard Durozoi, *Histoire du mouvement surréaliste* (650 pages), Vratislav Effenberg est cité deux fois, Martin Stejskal une fois, Jan Svankmajer et Karol Baron une fois, *Analogon* pas une seule.

Henri Béhar et Michel Carassou auteurs du livre *Le Surréalisme*, édité en 1984, puis en 1992, évoquent une seule fois le groupe tchécoslovaque des années trente et Styrsky. Ni Teige, ni Nezval, ni Toyen ne sont mentionnés. Le centre de recherche sur le surréalisme de l'université de Paris, que dirige Béar, a conçu une banque de données, consultable par Internet, dont les erreurs et les manques traduisent peut-être plus l'inconséquence que la malhonnêteté. Mais ces falsifications nous amuseraient plutôt; ainsi, quand nous avons vu l'un de ces universitaires appeler ses étudiants à aborder le nouveau terrain de recherche signalé par le livre d'Alain Joubert. Hélas, ce nouveau champ à labourer... c'est le nôtre, celui du surréalisme vivant!

Mais ce qui nous importe aujourd'hui est de tracer l'arc qui va de l'éclatement de 1969 à l'activité du mouvement surréaliste actuel, et plus particulièrement les relations Paris-Prague.

Effenberg écrivait dans le n° 4 du BLS, en 1971:

« À la détérioration des valeurs culturelles doit répondre le dynamitage des prisons intérieures: la libération de la vie quotidienne. » Il espérait en « des idéologies qui permettront une revalorisation permanente de la rationalité, de la spontanéité et de l'anarchisme ».

La complicité entre Bounoure et Effenberg, nouée au moment de la rédaction de la Plate-forme va devenir le ciment d'un château visible des seuls « initiés » jusqu'à la publication de la *Civilisation surréaliste*, en 1976 chez Payot. Cet ouvrage contient plusieurs textes de Bounoure, mais aussi d'Effenberg, certains écrits en commun au mépris du rideau de fer. Pour Bounoure, il est clair que le centre de gravité du mouvement s'est déplacé de Paris à Prague.

Les investigations qui se mènent à Prague sont communiquées à Paris. Un projet de livre sur l'érotisme qui devrait faire suite à la *Civilisation* est conçu. L'enquête sur la morphologie mentale est discutée. Quelques Parisiens y répondent. Deux expositions à la galerie le Triskèle permettent de voir, en 1978, des œuvres venues de Tchécoslovaquie.

Les différences entre les deux groupes sont néanmoins patentes: refus chez les Tchèques du lyrisme de tout ce qui paraît « para-poétique », mais plongée dans le réel, dans ce qu'il a parfois de plus scabreux, de plus dérisoire.

Le groupe de Paris a du mal à surnager, voyant un à un s'en aller les artisans du BLS. Il y a pourtant de nouveaux arrivés, et un nouveau groupe se crée en Argentine.

Mais la relation entre Effenberg et Bounoure reste profondément ancrée dans une sorte de pacte du noir et d'absolue exigence

éthique. En témoigne un courrier adressé en août 1982 par Effenberg à Bounoure, à propos d'un projet de déclaration commune. Effenberg pense mettre au jour les prédispositions qui, dans l'enfance, « conduiront plus tard à une division des mentalités en types atectoniques, dialectiques, revalorisateurs, et mentalités tectoniques, positivistes, conciliants », non dans la simple description de l'environnement de chacun d'entre nous mais afin de « déceler la façon dont cet enfant, dans cet environnement, a commencé de découvrir l'univers et en même temps, de former sa compréhension personnelle qui est encore libre de tous les genres de facteurs éducatifs ». Cette enquête est relancée dans les années quatre-vingt-dix, ses résultats sont publiés dans *Analogon*.

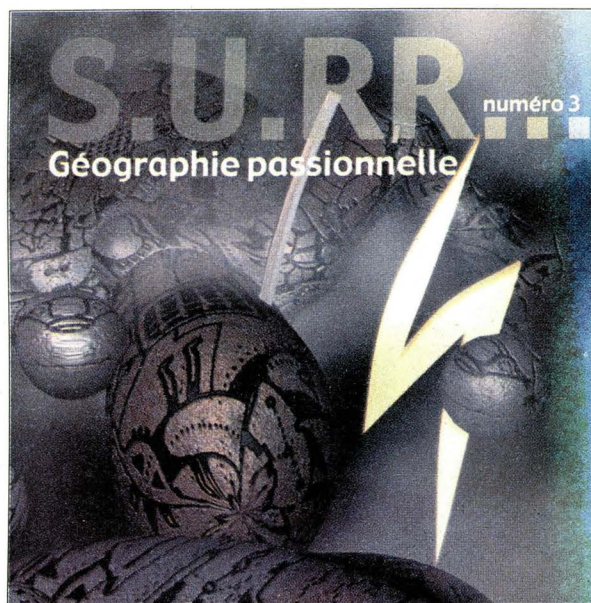
Effenberg meurt en 1986, mais le groupe de Prague continue ses activités clandestines. Quand se relève le rideau de fer, c'est à un renouvellement du paysage que l'on assiste partout. Si le groupe de Chicago a continué vaillamment, il n'est plus seul puisque des groupes apparaissent à Leeds, Stockholm, Madrid, Ioannina.

Le groupe de Paris s'étoffe avec l'arrivée de jeunes gens et avec d'autres moins jeunes, notamment à l'occasion des protestations contre la guerre du Golfe qui s'annonce et du tract « À la mémoire des cadavres futurs ». Les relations avec Prague sont désormais aisées, et l'effervescence des Tchèques stimule les Parisiens qui découvrent peu à peu tout ce qui fut fait et dont parfois ils ne connaissaient que les têtes de chapitres. Des liens qui se nouent alors, nous pouvons dire qu'ils semblent être là de toute évidence, fruits d'un passé commun et de déterminations profondes.

Pourtant les groupes de Paris et de Prague, s'ils présentent des faces semblables, semblent toujours courir sur des chemins en apparence opposés. Le refus du lyrisme, du romantisme, de ce qui est illusoire qui caractérise les Tchèques peut sembler être une des différences majeures qu'illustre la critique qu'ils font d'*Arcane 17*.

Des discussions sur la question politique animent certaines rencontres, les Parisiens, les Espagnols, les Anglais ayant des positions de critique radicale du capitalisme et n'hésitant pas à descendre dans la rue. Nous pourrions peut-être aussi noter une tendance plutôt philosophique à Prague et une tendance plutôt poétique à Paris. Les Tchèques reprochent toujours aux Parisiens leur manque de férocité, d'humour, alors que le leur est ravageur.

Les Parisiens avancent à pas lents et s'étonnent de la rapidité de leurs amis qui multiplient publications et expositions. En 2004, seulement quatre numéros de *S.U.RR...* ont été publiés! *S.U.RR...*, c'est-à-dire « surréalisme, utopie, rêve, révolte », dont le premier numéro est publié en 1996, est la revue du seul groupe surréaliste. Elle traduit l'exigence d'une mise en évidence de l'activité collective et d'une mise en commun de la pensée.



Géographie passionnelle

Chaque numéro a ainsi une sorte de thème, à la manière des expositions internationales du surréalisme. Les propositions sont collectivement discutées, de même que les textes sont soumis à tous.

Le moteur étant le désir, il advient que celui-ci s'absente ou que la morosité ravage une initiative qui s'était pourtant présentée sous de belles couleurs. Nous y laissons aussi la porte grande ouverte aux créateurs d'art immédiat : art brut, médiumnique, singulier, comme aux civilisations que l'Occident a toujours méprisées. Si nous devons caractériser quelques-uns des lieux majeurs des surréalistes parisiens, ces dernières années, nous pourrions dire :

– Que l'attitude politique est radicalement anticapitaliste : refus de la marchandise, qui implique une distance maintenue avec le marché de l'art, comme avec les institutions d'État. Anticapitaliste, anti-étatique, comme depuis les origines.

– La lutte contre la domination des esprits et leur colonisation est aussi un fer de lance du groupe parisien. Si quelquefois nos tracts semblent être en trop grande prise avec la réalité vécue, nous nous efforçons toujours de mener nos dénonciations à la lumière de notre utopie qui est celle d'une civilisation surréaliste.

– Cette vigilance à l'égard de toutes les forces qui conduisent à l'asservissement au système dominant va de pair avec des activités tendant au réenchantement du monde : qu'il s'agisse des enquêtes, des jeux, des dérives, de l'intérêt aux manifestations des hasards objectifs. Cela implique des confrontations avec des démarches aussi dissemblables que celles des hermétistes, de Freud, de Jung, de Jacques Lacan, de Gilles Deleuze, de Georges Bataille ou de Jean Baudrillard, de Guy Debord ou d'Ernst Bloch, de Fourier, de Walter Benjamin ou de Giorgio Agamben.

La notion d'« excédent utopique », par exemple, ou celle d'« inquiétante étrangeté », tout comme les passions de Fourier ont non seulement alimenté notre réflexion critique mais sont en relation directe avec certains jeux, voire certaines créations individuelles. Être en éveil, être des éveilleurs, ainsi qu'a pu l'écrire René Alleau dans la *Civilisation surréaliste*, voilà d'abord ce qui pour nous caractériserait notre pratique.

Le possible est un moment du réel, et l'utopie n'est pas une sorte d'appel vers un monde illusoire, mais ce qui tend à devenir réel. Toutes les expérimentations des surréalistes parisiens tendent dans cette direction.

Ce qui nous met en mouvement est toujours, au fond du noir, du pessimisme lucide, serait-ce dans le sarcasme, un espoir, qui parfois devient réalité, en la force de la poésie.

– Les recherches sur le fonctionnement de l'esprit, la géographie passionnelle, le désir, la volupté, le langage en son corps et ses lettres sont nourries de nos expériences, de nos enquêtes et analyses, de jeux sans fin, jubilatoires.

C'est pour cela sans doute que nous n'abdiquons pas. Nous ne renonçons ni à notre enfance, ni à nos rêves, ni à cette pratique collective dont on nous assure, depuis trente ans et plus, qu'elle ne mène à rien. La force de l'amitié nous tient dans les tunnels où rien n'advient de stimulant pour l'esprit ou pour le cœur.

La nécessité de repli qui s'est imposée dans les années soixante-dix a permis de créer des liens d'une qualité qu'il n'avait jamais connue précédemment. L'arrivée de nouveaux jeunes amis nous est bien évidemment extrêmement précieuse, de même que les liens aujourd'hui plus faciles avec les autres groupes, comme avec les amis isolés.

La communauté surréaliste, toujours à la merci de ruptures, n'est plus celle des années vingt. Jamais une telle simplicité, alliée à une telle connivence, n'aurait été pensable autrefois, selon Michel Zimbacca. J'ajouterai que jamais dans l'après-68 et dans les groupes qui prétendaient libérer la parole comme le désir, je n'ai rencontré une telle liberté et une telle réception de l'expérience et des analyses d'un autre, hors complaisance, hors fusionnel.

Comme le rêve, les trouvailles, les hasards objectifs, les jeux mettent au jour des fusions et des étirements temporels, dont le moins qu'on puisse dire est que nous ne faisons qu'en approcher les premières données. Ces moments qui nous émerveillent échappent à la loi marchande comme à celle de la communication, ils mettent en œuvre une transmission dont nous savons qu'il ne tient qu'à nous d'en débrouiller les premiers fils d'opacité. Ils supposent non seulement la mise en œuvre du principe de plaisir, mais aussi celle du principe de réalité.

Lors d'un pique-nique que nous avons organisé en 1992 au centre Pompidou pour ridiculiser d'anciens surréalistes qui prétendaient rendre hommage à Péret en un lieu qu'il eût vomi, ces messieurs, aux cris de « police, police », laissèrent malmener ceux que les vigiles avaient traînés derrière la scène. Dans le communiqué qui suivit, ils nous qualifièrent de « recalés de la maternelle ». Ce sont ces mêmes « recalés » qui ont enlevé le dépliant, jugé intellectuellement malhonnête, proposé à l'entrée de l'exposition « la Révolution surréaliste » en 2002, le remplaçant par un faux. C'est dans ces modes d'action de « non-violence active », d'actes non légaux mais légitimes, dans la plus parfaite imbécillité tranquille qui nous caractérise que nous plaçons une des formes possibles de la révolte.

M.-D. M.

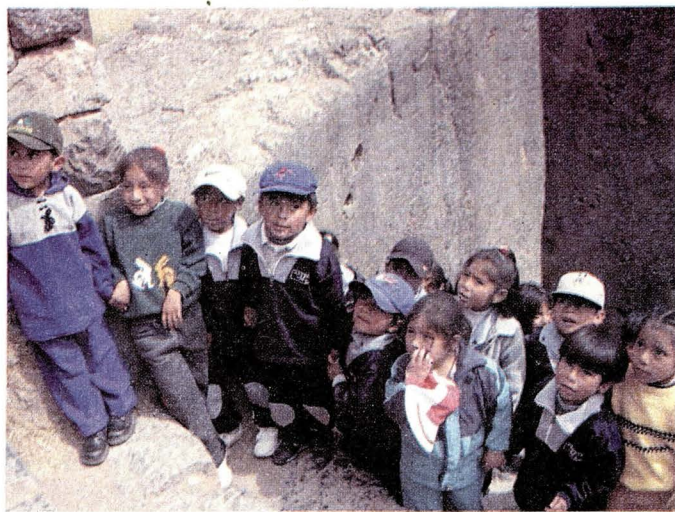
Extrait de sa conférence, à Prague, le 3 mai 2004.



Transmutation du langage

Travail des enfants au Pérou...

quel avenir ?



LE PÉROU est situé au cœur de l'Amérique latine entre la Bolivie, l'Équateur et le Brésil. Ayant vécu 20 ans de guerre civile (entre le sentier lumineux, guérilla maoïste qui agissait dans la région d'Ayacucho, et l'armée), en crise sociale et politique (émeutes étudiantes le mois dernier), pauvre, le revenu moyen par habitant est de 300 à 350 sols, soit à peu près 100 dollars.

Dans ce contexte, la population infantile est particulièrement touchée. Plus de 25 % des enfants travaillent officiellement. Le gouvernement même reconnaît la non-fiabilité de ces chiffres. Cette situation est pire dans la Sierra (région du centre Pérou qui comprend entre autres la ville d'Ayacucho) où 40 % des enfants travaillent officiellement. Et combien en réalité ? Nous voyions tous les jours des dizaines d'enfants travailleurs.

Les enfants font différentes tâches. Par exemple, ils peuvent être « porteurs » dans les marchés : transporter en chariot des sacs de marchandises pouvant monter jusqu'à deux cents kilos, cireurs de chaussures, vendre des bonbons, du papier toilette, des fruits dans les rues ou laver les tombes dans le cimetière... Il existe aussi une autre forme de travail, celui des enfants à la maison, appelé « travail domestique ».

La plupart de ces jeunes voire très jeunes – certains dès l'âge de cinq ans – travailleurs sont néanmoins scolarisés (écoles et lycées) durant leurs heures de repos, de jour comme de nuit, selon leurs métiers.

Il va sans dire que ce travail se fait dans des conditions d'exploitation à faire pâlir de jalousie Ernest-Antoine Seillères, les enfants gagnant de manière générale moins de dix sols pour une journée. Combien de fois nous est-il arrivé de croiser un de ces jeunes vendeurs à onze heures du soir, traînant dans les rues, nous expliquant qu'il ne pouvait rentrer faute d'argent, ou encore un autre, boulanger, travaillant toute la nuit pour sept sols.

Législation et droit du travail

Le travail des enfants au Pérou est régi entre autres par « le code des enfants et adolescents » et plus particulièrement par l'article 22 de ce dit code. Il autorise le travail des enfants entre 6 à 17 ans (majorité à 18 ans, N.D.L.R.) « à condition que celui-ci ne nuise pas au développement physique, moral et à l'éducation de l'enfant », suit les modalités d'autorisation du travail chez les mineurs ainsi que le droit à l'enfant de « s'organiser en tant qu'association d'enfants travailleurs ».

Or, sous pression de l'organisation internationale des travailleurs (OIT, sous l'égide des Nations-Unies), le Pérou veut supprimer cet article afin d'interdire le travail des enfants. Il a déjà fait promulguer la « loi de la mendicité » stipulant que tout enfant entre 5 et 14 ans exerçant une activité ne serait plus considéré comme un travailleur mais comme un mendiant. Il cherche donc aussi à modifier l'article 22 pour que celui-ci ne comporte plus le droit à travailler pour les enfants.

Il va de soi que parmi toutes les exploitations, celle de l'enfant est de loin la plus atroce, et que son interdiction serait théoriquement une bonne chose.

Mais les préoccupations de l'OIT sont loin, très loin de la réalité péruvienne. Les enfants ont besoin de travailler pour leur survie et celle de leurs familles dont ils sont parfois le seul revenu. Le gouvernement n'a prévu aucune substitution. À croire que ces charmants hommes, soucieux de s'attirer les bonnes grâces de l'OIT, ont cru que pour supprimer le travail des enfants, il suffisait que ce ne soit plus écrit dans les textes de lois... Les enfants continueront à travailler, pire que cela, ils le feront dans des conditions bien plus précaires (si c'est encore possible), puisque leur travail deviendra illégal et qu'ils n'auront plus aucuns droits sociaux.

Face à cela, quelles ripostes ?

Aidés par plusieurs organisations (dont Wawakunamantaq et toute l'équipe de la

CASADENI pour Ayacucho) les enfants ont créé une organisation de « Ninos y adolescentes trabajadores » (NAT's).

Entièrement composée d'enfants, elle vient de lancer une campagne contre la modification de l'article 22 et la loi de la mendicité. Elle se charge aussi de défendre les enfants contre leurs exploiters et de réclamer des conditions de travail et de vie plus dignes. En pleine formation et expansion, elle a fait une apparition publique en manifestant à Ayacucho pour le Premier Mai et a lancé un appel national à signature pour tenter d'influer dans le débat sur le travail. Curieusement le gouvernement a débattu sur ces deux lois, sans même demander l'avis des enfants, pourtant les premiers concernés, n'étant pas considérés comme interlocuteurs valables. Elle organise régulièrement des rencontres de NAT's pour informer les enfants de leurs droits, sur la campagne en cours et pour les organiser.

Quelles perspectives ?

Bien que cette organisation des NAT's existe, elle reste encore minoritaire, car il est extrêmement difficile de mobiliser et d'intéresser des enfants (plus encore que les adultes). On peut malgré tout souhaiter son développement et sa victoire dans la lutte contre le gouvernement. Ils sont aidés à Ayacucho dans leurs luttes quotidiennes par une équipe d'adultes (professeurs de la CASADENI s'occupant par ailleurs de corriger leurs devoirs, et de jouer avec eux, appuyés de juillet à octobre, depuis cette année, par des volontaires internationaux). Il y a néanmoins peu d'espoir de voir aujourd'hui la disparition ou seulement l'amélioration du travail des enfants, celle-ci nécessitant la disparition de la misère chronique qui règne au Pérou.

Et disparition de la misère n'est-ce pas synonyme de transformation de la société...

Pierre Pawin

La Russie des réformes

UN BEAU MATIN, Athanasie Karpovitch découvre qu'un diabolin s'est logé dans sa bourse :

« Je lui demande : "Qui est tu ?" Il me répond : "Nous sommes les réformateurs." »

– Toi, un réformateur ? Tu es un démon, lui dis-je, et non pas un réformateur.

– Si, je suis un réformateur, me rétorque-t-il, parce que je fais tout en sens contraire. Les révolutions c'est quoi ? C'est prendre aux riches et donner aux pauvres. Nous, nous faisons le contraire ! Nous prenons aux pauvres et nous le donnons aux riches.

– Comment ça, je ne comprends pas ?

– C'est pourtant facile à comprendre ! Par exemple, il t'arrivait autrefois de manger du saucisson, tandis qu'à présent bernique ! À présent, il n'y a plus que les riches qui en mangent ! »

Athanasie Karpovitch a vite fait de conclure : « Il y a un univers visible et invisible. Tout ce qui relève de l'univers visible n'est que leurre et mensonge ! Un règne de voleurs et d'escrocs ! Tantôt ils tuent les gens dans les camps, tantôt ils les achèvent à coups de réformes comme maintenant ! Tout est mensonge ! La vérité réside dans l'univers invisible. On ne l'atteint pas par le savoir, mais par la vie et l'expiation. Le renoncement, voilà ce qu'il faut ! Renoncer à l'univers visible ! »

Athanasie est un des personnages du premier roman de Grigori Petrov, *Les Voisins*, publié en 2002. Dix histoires, dix personnages, qui partagent le même immeuble dans le Moscou d'aujourd'hui.

Nous voici plongés dans la Russie de l'après-communisme. Les personnages de Grigori Petrov vivent à l'époque « des réformes ». Ces réformes sans lesquelles ils n'auraient « jamais connu les joies de la vie paradisiaque ».

Refrain connu... Puisque dans cet univers orwellien du mensonge chaque mot veut dire son contraire, il s'agit, ni plus ni moins, de la barbarie capitaliste qui se déchaîne sur la société, broyant tout sur son passage. Les voisins ne sont pas des nouveaux riches, des actionnaires de Ioukos, ce sont les pauvres et les laissés-pour-compte : un sous-monde de misère, de faim, d'enfants abandonnés, d'alcoolisme, de vol, de banditisme, de racket. Enfin, c'est la loi du plus fort ! *

« En fait la nouvelle vie est pas pour tout le monde. Autrefois on vous montrait un ordre de perquisition, aujourd'hui c'est un paquet d'actions », soupire le cousin germain de Sinia-vine, ancien dissident malgré lui.

Ce qui caractérise tout particulièrement la société des voisins c'est l'amputation de leur propre histoire, de leur propre mémoire. Entre

le présent sans avenir et le passé poussiéreux du régime tsariste, une tranche de l'histoire semble avoir été presque effacée de la conscience collective. La période du « socialisme réellement inexistant » n'est mentionnée que de façon fugitive. D'où viennent-ils, comment sont-ils arrivés là où ils sont ; bref, que s'est-il passé ? Comme s'il y avait continuité entre la Russie d'aujourd'hui et la Russie impériale. Visions, délires et rencontres insolites remplissent la vie de tous les jours ; on saute constamment du réel à l'irréel, du probable au délirant. Les voisins se traînent dans un univers peuplé de fantômes du passé où la misère trouve compensation dans la mégalo-manie : les aïeuls qui sont de retour ne sont pas les serfs, mais des notables, des popes, des aristocrates, des officiers et fonctionnaires de l'ancien régime.

Que faire quand rien ne paraît possible ? Quand la soumission est la règle de la société des pauvres ? Tout en se poussant du coude pour survivre au jour le jour, c'est dans le passé mythique qu'on va puiser les désirs et les aspirations du présent. Ici comme ailleurs, le pire n'est pas source de révolte. Là où on pourrait attendre l'explosion, c'est l'implosion. Alors, on suit Athanasie Karpovitch, pour qui le salut de la survie est dans le renoncement à l'univers visible, celui du mensonge. Le religieux, omniprésent, s'offre comme refuge au fatalisme d'une Russie victime des prophéties et du châtement divin.

Il ne faut pas chercher dans *Les Voisins* une description du présent russe. Un roman n'est pas un témoignage, ni même une analyse sociologique. Il n'en reste pas moins que, de par ses images et allusions, l'œuvre de Grigori Petrov est une dénonciation sans concessions de la brutalité du présent, de l'arrogance, de la corruption et de l'impunité de la nouvelle classe dirigeante. Un portrait sans fard, sarcastique, corrosif, souvent très drôle, de la cour des miracles qui est la Russie d'aujourd'hui. Une Russie devenue un immense gâteau à piller. Avec une tendresse appuyée pour un peuple écrasé et troublé qui, s'il ne manifeste pas le moindre signe d'espoir, n'a pas pour autant perdu l'irrévérence et la rage envers les puissants.

Charles Reeve



Boris Zabiokhin, *Domovoi*

Grigori Petrov, *les Voisins*, traduction de Wladimir Berelowitch, Phébus, 2004, 260 p., 19,5 euros.

ni Hollywood,
ni Moscou !



Ticket de cinéma

Le cinéma pendant la Révolution espagnole

« Le défi était de réaliser des longs métrages techniquement comparables aux américains et supérieurs par leur contenu aux films soviétiques. »

P. A. Paranagua

Wally Rosell

COMME POUR LES PHOTOS, la presse et les affiches, dès juillet 1936, les forces politiques et syndicales en présence se sont emparées de cet outil de propagande. Les syndicats – surtout la CNT – produiront plus de 230 courts métrages (actualités et fictions) et environ 25 longs métrages.

La plupart des reportages, sur les différents points du « front », donnent une part égale aux combats et à l'activité sociale et culturelle des collectivisations libertaires. Les fictions de long métrage ne resteront pas dans l'histoire du cinéma pour leur qualité cinématographique, certains n'ont été achevés qu'après la Libération. Il existe même quelques films où fictions et reportages se mêlent. Dans *Castilla se liberta*, un comédien « professionnel » joue le rôle de Buenaventura Durruti aux côtés de Cipriano Mera qui, lui, interprète son propre personnage.

Comme les autres industries, c'est l'ensemble de la filière cinéma et théâtre qui est socialisée :

- L'appareil de production avec la compagnie SIE-Film ou la société « Spartacus » à Madrid,

- Les studios de Montjuich (Barcelone), contrôlés par la CNT,

- La distribution avec le contrôle de deux cents salles à Barcelone et à Madrid.

À Barcelone, la commission technique du syndicat (CNT-SIE film) est composée de Miguel Espinar (guichetier du cinéma Ramblas) et de Marcos Alcón. Au 255, rue Caspe,

elle installe ses bureaux, un studio, trois salles de montage et une petite salle de projection. Le syndicat instaure l'égalité sociale. Les recettes hebdomadaires sont partagées égalitairement (et en fonction d'un coefficient lié aux heures travaillées) entre acteurs, techniciens, projectionnistes, musiciens, cyclistes (qui transportent les bobines de salle en salle) et militants du syndicat partis sur les fronts, hommes et femmes. Une autre partie des « recettes » est redistribuée en priorité aux réfugiés (une clinique est contrôlée par le syndicat) ou à l'école primaire des enfants de salariés du spectacle (Grupo escolar de espectáculos publico).

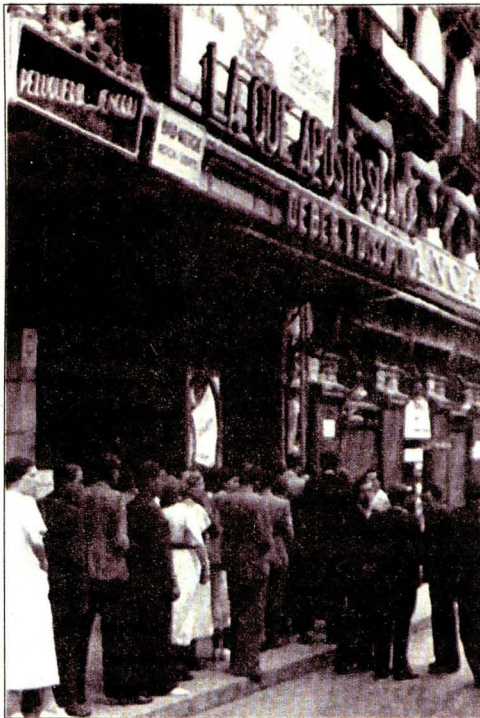
Les billets d'entrée sont « frappés » du timbre syndical bicolore (rouge et noir). Les pourboires, les reventes de billets, les imprésarios, etc. sont interdits.

Les habitants de Barcelone vont au cinéma dans les salles Michel-Bakounine (Coliseo); Francisco-Ferrer-y-Guardia; sur la via Durruti (ancienne Gran Via) se trouve la salle « Durruti », Francisco-Ascaso (rue Vergara), etc.

À Madrid le syndicat unique est cogéré par la CNT et l'UGT : le SUICEP¹.

Après mai 1937, le syndicat de Barcelone continuera son œuvre malgré les directives du comité national de la CNT et la passion destructrice du ministre communiste de la Generalitat de Catalogne, Juan Comorera. Il veut imposer la production soviétique et éradiquer une activité de propagande autogestionnaire lui échappant.





Cette activité aura des répercussions dans le monde du cinéma international. Errol Flynn (avec d'autres: Duke Ellington, Clark Gable, Marlene Dietrich) viendra soutenir ses camarades et compatriotes engagés dans les brigades internationales.

Un groupe d'artistes anti-fascistes new-yorkais produira quelques films de propagande: *Tierra de España* (1937); avec la brigade Abraham-Lincoln (qui regroupait les combattants américains du Nord). À Los Angeles, Hollywood ne pourra se défaire de ses bons sentiments (lutte contre le fascisme) et des pressions du capitalisme. Résultat: un ou deux mélôs à « l'eau de rose ». Au Mexique (seul pays refusant de reconnaître le gouvernement de Franco), plusieurs reportages seront réalisés sur la nécessité d'accueillir les réfugiés arrivants par bateau.

Parmi les réalisateurs libertaires, nous ne connaissons que peu de camarades, dont :

— Armand Guerra, de son vrai nom José Estivalis Calvo, né à Valence, le 4 janvier 1886. Son passage au séminaire en fait un athée convaincu. Anarchiste à 20 ans, il part en France et participe à la création de la Coopérative du cinéma du peuple (fondée par la CGT française) pour laquelle il réalise plusieurs films dont deux viennent d'être retrouvés à la cinémathèque de Paris: *le Vieux Docker* et *la Commune*. Réalisateur, il est aussi acteur dans ses films. Dans les années 20, il travaille à Berlin, alors capitale du cinéma européen, pour les studios de l'UFA à Babelsberg jusqu'à son expulsion en 1932. À nouveau en Espagne, il tient la chronique de sa propre expérience; ses articles regroupés constituent un point de vue original sur le conflit espagnol: *À travers la mitraille* ².

Ce film raconte les premiers mois de la guerre et de la révolution en Espagne. Le 18 juillet, A. Guerra rejoint les locaux de la CNT dont il est membre afin de prendre ses ordres: il doit terminer son film pour de ne pas mettre au chômage les travailleurs engagés

sur le tournage. Sitôt terminées les quelques scènes manquantes, il part avec une équipe de camarades couvrir les débuts de la guerre.

En été 1936, il réalise sa dernière fiction, *Carnes de fierro*, avant de combattre sur le front.

Épuisé, il meurt à Paris le 10 mars 1939. Il laisse sa femme et sa fille, seules dans la capitale. La chape de plomb des histoires officielles franquiste et stalinienne escamote complètement ce parcours exemplaire.

— Adrien Porchet, cinéaste suisse. Il participe à la réalisation de nombreux reportages et documentaires sur les combats et les réalisations en Aragon. À la défaite du camp antifasciste, il retourne en Suisse et cède une partie de ses archives au quotidien américain *The Herald Tribune*. Il raconte ses souvenirs à Michel Froidevaux en 1981: *Cinéaste sur le front d'Aragon* ³.

Pour Emmanuel Larraz ⁴, la production libertaire est marquée par un violent anti-cléricalisme, l'exaltation de la dignité ouvrière, la conscience que se jouait en Espagne, en 1936, le sort de l'Europe et, parfois, un sens de l'humour absent des autres productions « politiques ».

Durant la dictature, les liens tissés pendant les années « rouge et noire » serviront à la résistance intérieure de la CNT. Les salles de cinéma étant un des rares endroits à ne pouvoir être visités par la police franquiste, elles servent de lieux de transit et de stockage de

matériel de propagande (notamment aux frères Sabate).

Après la défaite, la guerre d'Espagne a inspiré plusieurs longs métrages: *l'Espoir* (tiré du livre de Malraux qui a été commencé en 1937); *Mourir à Madrid*: documentaire stalinien réalisé par F. Rossif (1966); *Pour qui sonne le glas*; *Land et Freedom* (Ken Loach); *Libertarias* (film espagnol inspiré par le mouvement Mujeres Libres); *l'Ombre Rouge* de J.-L. Comolli (l'action se passe en 1937 en France); *Et vient l'heure de la vengeance* qui s'inspire de l'histoire de Francisco Sabate.

Côté documentaires et archives, Un autre futur, film en quatre parties de Richard Prost, retrace l'histoire de la CNT du début du xx^e siècle à la mort de Franco. Enfin, *Ortiz, un général sans dieu ni maître*: une longue interview d'un des membres du groupe *Nosotros* (Ariel Camacho, Phil Casoar, Laurent Guyot).

Aujourd'hui certains films et documentaires de cette époque sont de nouveaux disponibles:

— *Los Aquiluchos de la FAI por tierras de Aragon* (Adrien Porchet et P. Wescheuk), documentaire, sur la colonne Durruti, existant en plusieurs versions.

— *España grafica*: actualités cinématographiques produit par la CNT à Barcelone (30 numéros environ)

— *Aurora de esperanza* (Antonio Sau Olite), en 1937.

— *Bajo el signo libertario* (Felix Marquet, Angel Lescarboure), documentaire-fiction sur les réalisations libertaires en Aragon.

— *Ayuda a Madrid*

— *La batalla de Farlete* (Adrien Porchet)

— *Estampas guerreras numero uno* (A. Guerra)

— *Nosotros somos así!* (Valentin R. Gonzales et Jaime Piquer)

— *La Columna de hierro hacia Terruel*

— *Barrios bajos* (Pedro Puche Luis Elias)

— *Haci nacio una industria et El acero libertario*, etc. W.R.



1. SUICEP: Sindicato Unico de la Industria y Espectáculos Públicos et FRIEP: Federación Regional de la Industria Cinematográfica y los Espectáculos Públicos.

2. Église-Neuve-d'Issac Fédérop, 1996; traduction Vincente Estivalis-Ricart.

3. Propos recueillis par Michel Froidevaux (éditions Noir) ce texte est disponible au CIRA, au CDA et sur le site Internet Incroyables anarchistes.

4. Emmanuel Larraz, le Cinéma espagnol des origines à nos jours.

Bri – Colo libertaire

cuvée 2004



POUR LA TROISIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE, la colo libertaire a hissé les voiles de l'aventure collective et de l'autogestion.

Cette année, ce sont 14 jeunes ados (7 garçons, 7 filles) accompagnés de 4, puis 3 adultes, qui se sont rendus dans les Cévennes pour un camping en pleine nature durant une dizaine de jours. L'effectif grandit donc peu à peu avec des gens venant de tous les coins de France (Besançon, Dijon, Lyon, Rouen, Nice, Paris...), ce qui ne va pas sans poser quelques problèmes pour le transport et les réunions préparatoires.

Le lieu choisi disposait du confort minimum (un coin cuisine couvert, en cas de pluie, un marabout pour les réunions, une douche solaire et une chiotte sèche). Les jeunes allaient donc devoir aménager leur lieu de vie et aider à l'amélioration du lieu qui accueillerait des enfants à la suite de cette colo.

Objectif atteint avec la construction d'une deuxième chiotte sèche très fonctionnelle et agréable, la construction d'un banc et d'une table supplémentaires et d'un mini barrage afin de créer un bassin pour les petits. A cela, s'ajoutaient la cuisine et la vaisselle pour une vingtaine de personnes. Une colo très travailleuse donc mais qui a su aussi vivre des temps calmes autour des feux de camps, organiser des jeux collectifs, faire du canoë, apprendre des techniques de massage.

Cet aspect « bri-colo » a permis à certains jeunes de valoriser leurs compétences et leur endurance au travail.

Malgré un manque de fonctionnalité du lieu, des AG quotidiennes (à la demande des

jeunes) ont pu se tenir, posant ainsi les questions de la vie collective mais aussi des vécus individuels et des problèmes de société (la drogue, la mixité, la sexualité, le lever et le coucher...).

En bref, la colo vivait son propre rythme et chacun.e pouvait vaquer à ses occupations personnelles ou s'inscrire dans les multiples tâches collectives qui favorisent les discussions informelles et créent des liens de connivence.

Chaque année les lieux changent, les jeunes changent ou grandissent et le projet s'enrichit de toutes ces expériences passées.

Du haut de ses 3 ans, notre colo aimerait bien avoir un petit frère ou une petite sœur. La dispersion des gens soulève quelques problèmes de circulation de l'information et de prise de décision. De même, la colo ne pourra pas accueillir toutes les personnes désireuses de s'y investir. Pour le moment, les effectifs restent corrects mais nous ne pourrions pas grossir indéfiniment. D'autre part, depuis le début, nous souhaiterions ouvrir un volet pour de plus jeunes enfants.

Voilà donc un objectif supplémentaire pour la colo : formaliser son expérience et son fonctionnement autour d'une charte qui pourrait être reprise par d'autres colos, étendre son aura, développer d'autres projets pour d'autres tranches d'âge.

Une rencontre des pédagogies populaires et libertaires en 2005 ? À voir.

Contact : librairie L'Autodidacte
5, rue Marulaz, 25000 Besançon

Dimanche 12 septembre
Paris 11^e

Concert de soutien aux antifascistes inculpés en France et en Italie avec Usual Suspects et Far To Close. À 17 heures au CICP, 21 ter, rue Voltaire, M° Nation.

Vendredi 17 septembre
Ivry (94)

Agnès Bihl, le retour ! Ce soir ainsi que le lendemain samedi au Forum Léo Ferré. À partir de 19 heures, au 11, rue Barbès, M° Pierre-Curie. Réservation conseillée au 01 46 72 64 68.

Samedi 18 septembre
Paris 11^e

Débat avec Jean-Pierre Tertrais, auteur du livre *Du développement à la décroissance*, à la librairie du *Monde libertaire* à 16h30 au 145, rue Amélot.

Dimanche 19 septembre
Paris 18^e

Débat autour de la décroissance avec Jean-Pierre Tertrais à 15h30 à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, M° Blanche ou Abbesses.

Mardi 21 septembre
Paris

Lancement de la semaine pour la gratuité des transports, organisée par le RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants). Rendez-vous à 12 heures au M° St-François-Xavier.

Mercredi 22 septembre
Paris

Journée sans mon ticket ! Action organisée par le RATP dans le cadre de la semaine pour la gratuité des transports: rendez-vous à 18h30, place du Châtelet.

Vendredi 24 septembre
Paris

Pour que l'espace soit public ! Action organisée par le RATP dans le cadre de la semaine pour la gratuité des transports: rendez-vous à 18h30, place du Châtelet.

Samedi 25 septembre
Merlieux (02)

Village du Livre OFF. Remise le soir du « Grand prix Ni dieu ni maître 2004 » lors d'un banquet festif avec intermèdes musicaux par Yves Jupin et Dominique Lagrange. Au 8, rue de Fouquerolles. Renseignements au 03 23 80 17 09 ou VillageOFF2004@aol.com.

Montreuil (93)

Assemblée salariés-usagers organisée par le RATP dans le cadre de la semaine pour la gratuité des transports: rendez-vous à 14h30 à la Bourse du Travail de Montreuil, 24, rue de Paris, M° Croix-de-Chavaux.

Dimanche 26 septembre
Merlieux (02)

Village du Livre OFF. Dès 10 heures, stands avec la présence d'auteurs et d'éditeurs, animations, théâtre et débats. Au 8, rue de Fouquerolles. Infos au 03 23 80 17 09 ou VillageOFF2004@aol.com.

Paris

Action trottoirs payants, organisée dans le cadre de la semaine pour la gratuité des transports: rdv à 14 heures au M° Jules-Joffrin.

Mardi 28 septembre
Ivry (94)

Débat sur le thème de la décroissance organisé par le groupe libertaire d'Ivry au Forum Léo Ferré, 11, rue Barbès, M° Pierre-Curie. Dès 19h30.

Radio libertaire

Vendredi 10 septembre

Enjoy Polar: 12 heures à 13 heures, Jean-Claude Derey pour *Les Anges Cannibales* aux Éditions du Rocher, un livre sur les enfants soldats en Afrique.

La grenouille noire: de 21 heures à 22h30, l'émission écolo libertaire vous propose une causerie sur la semaine pour la gratuité des transports organisée par le Réseau pour l'abolition des transports payants du 21 au 26 septembre.

Jazz en liberté: de 22h30 à 1 heure, le professeur de lettres et critique Yves Citton présentera « La nouvelle scène californienne », l'ethnologue et critique Alexandre Pierrepont « Les saxophonistes et batteurs seuls à seuls » et Gérard Terronès: « Mes humeurs du moment. »

Lundi 13 septembre

Ondes de choc: de 16 heures à 18 heures, Gisèle Prassinos. Dans les années trente, Gisèle Prassinos avait 14 ans... fêtée par les Surréalistes, Breton en tête, pour ses poésies... 70 ans se sont écoulés... Qu'est devenue Alice... Vous le saurez en écoutant Ondes de choc.

Mardi 14 septembre

Pas de quartier: de 18 heures à 19h30, l'équipe du groupe Louise-Michel reçoit en direct Éric Hazan à propos de son livre *Chronique de la guerre civile*. Tous à vos postes à galène et vogue la galère !

Mercredi 15 septembre

Blues en liberté: de 10h30 à 12 heures, Juke Boy Bonner, troubadour texan et polémiqueur.

89.4 MHz
en région parisienne
et partout sur le net



agenda

Chronique de la toile 16

C'EST LA RENTRÉE ! Que s'est-il passé pendant ces derniers mois ? A plusieurs reprises, on a parlé du net. En tête vient la plainte lancée des fabricants de musique contre les pirates. Ensuite les menaces de ces fabricants et enfin le petit doigt sur la couture, nos gouvernants aux ordres pondent des textes de loi, des circulaires, des décrets pour mettre de l'ordre là-dedans. Donc, chaque internaute devient un danger en puissance. Toi lecteur, comme moi sommes susceptibles de tomber sous le coup de textes dont la valeur juridique est sujette à caution, et qui ouvre place à l'arbitraire. Car enfin qui est chargé de faire respecter l'ordre, la police ? Que nenni ! Ceux qui doivent faire la preuve de mon inconduite sont justement ceux qui se plaignent des pertes financières que je leur imposerais. Ce qui devient absolument rigolo, c'est le silence de ceux que l'on nomme les fournisseurs d'accès à Internet (FAI), c'est le silence des constructeurs et revendeurs de matériel informatique. Pourquoi vend t'on autant de connections ADSL aujourd'hui, pourquoi les disques durs atteignent-ils des capacités gigantesques, si ce n'est pour décharger en ligne musiques et films. On peut donc se demander pourquoi les FAI et les boutiques d'informatique ne se rassemblent pas pour demander des dommages et intérêts aux Majors pour risque de manque à gagner. A quoi servirait à l'internaute un ADSL à 1000 Ko ou un disque dur à 120 Mo s'il risquait de se faire couper son accès au net et saisir son matériel parce qu'il fait exactement avec ce qu'on lui propose sans le dire explicitement ? Mais peut-être ce silence est-il du au fait que Wanadoo, Free et consorts savent pertinemment que ces dispositions légales ne sont pas applicables (on imagine aisément le problème juridico-administratif – interruption de l'abonnement – que poserait un ordre judiciaire de coupure) et qu'elles n'ont été mises en place que parce que quelques gros bonnets ont des relations et de l'argent, et que le pouvoir sait pertinemment qu'ils sont en perte de vitesse. Le plus gros distributeur musical mondial est un nouveau venu qui a compris l'importance du net. Il s'agit d'Apple avec son Ipod et il ne s'embarrasse pas de faire fabriquer de la musique, il la vend. Allez la situation n'est pas formidable mais elle pourrait être pire.

Bonne reprise à vous tous, pirates et bidouilleurs.

L'araignée

PS : rappel, les liens des chroniques passées sont sur araignee.plusloin.org

Rectificatif

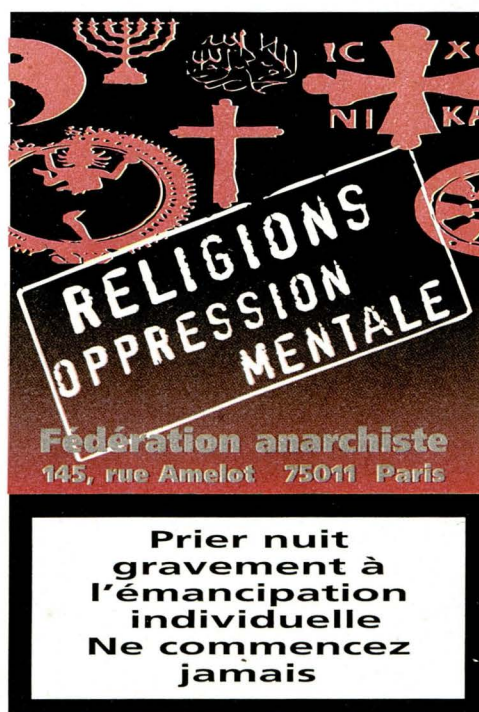
Contrairement à ce qui a été énoncé dans le hors série n° 25 du *Monde libertaire*, il existe deux groupes de la FA en Charente-Maritime.

Le groupe Nous Autres (une dizaine de militant.es) est joignable à l'adresse suivante: Groupe libertaire Nous Autres, c/o ADIL, B.P. 3, 17 350 Port d'Envaux, Tél.: 06 89 76 13 98, Fax: 05 46 76 82 60, <nousautres@club-internet.fr>.

Le groupe les Affranchies est joignable à l'adresse suivante: Groupe les Affranchies, c/o Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, <groupe-les-affranchies@federation-anarchiste.org>.



Les nouveaux autocollants sont arrivés ! Ils sont disponibles pour la modique somme de 1,50 euros pour 50 exemplaires à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



1954 ... 2004

Le Monde libertaire a cinquante ans



numéro anniversaire – 100 pages – 7,50 euros
à partir du 27 septembre dans vos kiosques